



fives

Rapport financier

2016
#exercice 2015

PROFIL

Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédé et des lignes de production pour les grands industriels mondiaux des secteurs de l'acier, de l'aéronautique, de l'aluminium, de l'automobile, du ciment et des minéraux, de l'énergie, de la logistique et du verre.

Implanté dans près d'une trentaine de pays et comptant près de 8300 collaborateurs sur les cinq continents, le Groupe est reconnu pour sa maîtrise technologique et ses compétences dans la réalisation de grands projets d'ensemble partout dans le monde.

SOMMAIRE

Rapport d'activité	02
Gouvernement d'entreprise	16
Renseignements financiers et juridiques	22
Comptes consolidés de l'exercice 2015	25
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	70
Assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 2016	72
Projet de résolutions	72

RAPPORT DU DIRECTOIRE

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2016

1. ACTIVITÉ DU GROUPE EN 2015

1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET ACTIVITÉ

Comme en 2013 et en 2014, les perspectives pour l'économie mondiale n'auront cessé d'être revues à la baisse, mois après mois, en 2015. Alors que le FMI tablait, il y a tout juste un an, sur une croissance mondiale de 3,8%, son estimation pour 2015 est aujourd'hui révisée à 3,1% (soit 0,3 point en dessous des deux années précédentes) et de nombreux économistes, s'inquiétant du risque de correction à la baisse de la croissance chinoise, présentent même un consensus autour de 2%. Quoi qu'il en soit, 2015 marquera la cinquième année consécutive de fléchissement de la croissance, symbolisant les difficultés des pays émergents, malgré une reprise modeste des pays avancés. Dans une économie mondiale au ralenti, le secteur industriel a été affecté par une contraction encore plus forte, reflétée par des indices d'activité manufacturière particulièrement ternes aux États-Unis et dans les pays émergents.

En toile de fond de cet environnement économique morose, la baisse des prix des produits de base, au premier rang desquels le pétrole, est probablement le facteur le plus marquant de l'année 2015. La chute du prix du pétrole, intervenue en début d'année, a fortement affecté les économies centrées sur cette ressource (Moyen-Orient, Afrique, Russie), mais – de façon relativement inattendue – probablement encore plus les États-Unis, où a été mise en lumière la dépendance de l'investissement manufacturier à cette industrie, dans des proportions qui n'étaient pas anticipées.

Si la baisse des produits de base affecte l'ensemble des pays émergents, trois des plus grandes économies doivent, par ailleurs, faire face à des situations de crise: la Russie (pénalisée par les sanctions internationales et victime de l'effondrement de sa monnaie), le Brésil (embourbé dans une crise politique et sociale de plus en plus menaçante) et la Chine (qui a subi une forte correction boursière durant l'été, faisant ressurgir les incertitudes sur la santé financière de ses entreprises et la solidité de son modèle). La Russie et le Brésil sont ainsi purement et simplement en récession, tandis que la Chine a porté un coup d'arrêt significatif à ses investissements.

La forte baisse du taux moyen de l'euro par rapport au dollar, ainsi que par rapport à la majorité des autres devises fonctionnelles des sociétés du Groupe, génère en revanche un effet de change très favorable. Enfin, le Groupe a réalisé, au cours de l'été, deux acquisitions dans les domaines de l'aluminium et de l'aéronautique, consolidées respectivement depuis le 1^{er} juillet et le 1^{er} septembre.

Dans ce contexte, les enregistrements de commandes de l'exercice 2015 se sont élevés à 1708M€, dont 60M€ d'effet

périmètre. À périmètre constant, ils s'établissent donc à 1648M€, dont 93M€ d'effet de change favorable, et comprennent 413M€ d'affaires significatives (contrats d'ensemble ou de maintenance pluriannuelle) et 1235M€ de petites et moyennes commandes (sur lesquelles est constatée la majorité de l'effet de change). Par rapport à 2014 (1865M€), ils s'affichent en baisse de 217M€ (310M€ à change constant). Cette baisse à change constant s'explique principalement par les enregistrements d'affaires significatives dans le ciment: pour mémoire, le Groupe a mis en vigueur en 2014, de façon exceptionnelle, deux commandes clés en main; l'année 2015 a vu, pour sa part, la concrétisation d'un seul contrat de cette ampleur. Dans un environnement commercial peu favorable, les petites et moyennes commandes n'ont, pour leur part, que très peu progressé à change constant, la croissance sur les segments bien orientés de la logistique, l'automobile et l'aéronautique ayant été atténuée par le ralentissement dans l'énergie et le métal, affectés par la baisse des cours de l'énergie et des produits de base.

1.2. CROISSANCE EXTERNE

ECL

Le 9 juillet 2015, le Groupe a réalisé l'acquisition de 100% d'ECL (devenu Fives ECL), filiale de Rio Tinto Alcan (anciennement Pechiney) spécialisée dans la conception et l'installation d'équipements nécessaires à la production d'aluminium primaire, notamment les machines de service des cuves d'électrolyse, les machines de service des fours de cuisson d'anodes et les machines de scellement des anodes.

Fives ECL, dont le siège est établi à Ronchin (Nord, France), a par ailleurs développé une offre de services à forte valeur ajoutée (pièces de rechange, maintenance, modernisation) s'appuyant sur des filiales dédiées dans les principales zones productrices d'aluminium: Canada, Australie, Afrique du Sud et Moyen-Orient.

La complémentarité des expertises techniques et des organisations commerciales de Fives et Fives ECL permettra au nouvel ensemble de présenter des offres couvrant une gamme plus large d'équipements clés de procédé dans les trois principaux secteurs de l'usine (carbone, électrolyse et fonderie).

Fives ECL est consolidé sur six mois dans les comptes 2015 du Groupe. Il a réalisé en année pleine un chiffre d'affaires d'environ 80M€ et une perte d'exploitation, liée au bas de cycle du marché de l'aluminium (pour mémoire son chiffre d'affaires était d'environ 130M€ en 2014). Dans ce contexte, les modalités d'acquisition (prix d'acquisition inférieur à la situation nette) ont conduit à la comptabilisation d'un badwill dans les comptes du Groupe.

L'acquisition, financée sur fonds propres, comprend une clause d'earn-out basée sur le chiffre d'affaires 2016 à 2020, calculé et payable chaque année.

Lund Engineering

Le 31 août 2015, le Groupe a réalisé l'acquisition de 75% de Lund Engineering (devenu Fives Lund LLC), société spécialisée dans l'ingénierie, la conception et la réalisation d'équipements électromécaniques pour la fabrication de pièces en composites dans l'aéronautique.

Basée à Seattle (États-Unis), la société Fives Lund LLC est un partenaire privilégié des grands donneurs d'ordre (notamment Boeing), en particulier pour la conception et la réalisation de nouvelles machines ou procédés de fabrication.

Cette acquisition permet à Fives d'élargir son offre pour l'automatisation de la fabrication de pièces en composites, avec une gamme d'équipements complémentaire de celle du Groupe et une grande maîtrise des procédés.

Fives Lund LLC est consolidée sur quatre mois dans les comptes 2015 du Groupe. Il a réalisé en année pleine un chiffre d'affaires de 33M\$.

L'acquisition, financée par un emprunt bancaire, comprend une clause d'earn-out fonction du niveau d'EBITDA 2015 à 2017, calculé et payable chaque année. Le Groupe est par ailleurs engagé à racheter d'ici 2019 la participation résiduelle de 25% de la société à l'actuel dirigeant, à un prix qui sera fixé sur la base des performances futures (2017 et 2018).

1.3. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Le Groupe a revu en 2015 sa segmentation opérationnelle afin d'améliorer la lisibilité de ses marchés finaux, en cohérence avec son organisation managériale. Quatre changements ont ainsi été apportés :

- le pôle automobile/logistique est désormais séparée en deux pôles distincts ;
- l'activité de maintenance industrielle, historiquement liée à la logistique, a été reclassée dans le pôle aéronautique et industrie ;
- l'activité de réalisation d'équipements de production et de finition de tubes, antérieurement présentée dans le pôle métal, a été reclassée dans le pôle énergie ;
- l'activité de Fives ITAS (société acquise en 2014 et spécialisée dans la fourniture de systèmes de combustion), antérieurement présentée dans le pôle ciment, a été reclassée dans le pôle énergie.

Dans un souci de comparabilité, ces reclassements ont également été opérés dans les chiffres présentés dans ce document au titre des années antérieures.

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2013	2014	2015
Amériques	305,2	408,7	635,9
Asie et Océanie	330,2	360,3	364,0
Europe	486,1	539,3	532,5
Moyen-Orient et Afrique	105,8	556,7	175,4
Total	1 227,3	1 865,0	1 707,8
Dont économies matures	64%	51%	62%
Dont pays émergents	36%	49%	38%

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2013(*)	2014(*)	2015
Automobile	391,4	273,6	314,5
Logistique	151,4	180,3	218,7
Métal (aluminium et acier)	197,6	213,1	259,2
Énergie	306,6	398,1	334,9
Ciment	102,3	587,8	232,7
Aéronautique et industrie	78,0	212,1	342,6
Holding et filiales de réalisation			5,2
Total	1 227,3	1 865,0	1 707,8

(*) segmentation opérationnelle retraitée - cf 1.3

Automobile

Le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usinage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile.

Dans le domaine de l'automobile, les tendances restent positives, tirées en premier lieu par le dynamisme du marché américain. L'industrie automobile américaine affiche en effet une belle santé et a planifié le lancement de plusieurs nouveaux modèles de véhicules dans les années à venir. De nombreux projets ont aussi vu le jour dans le domaine de la mécanique, sous l'effet de la baisse du prix de l'énergie et du renouvellement des gammes de moteurs des grosses cylindrées. Le Groupe s'est par ailleurs développé au Mexique, dans le sillage des investissements réalisés par les constructeurs nord-américains dans ce pays, qui constitue une extension naturelle de leur marché domestique. En Chine, la croissance de la demande a favorisé une vague de programmes capacitaires depuis 2011-2012 chez les constructeurs étrangers (allemands, américains et japonais principalement) comme chez les producteurs ou OEM nationaux : après avoir été portés par les investissements réalisés dans les usines d'organes mécaniques, les enregistrements du Groupe bénéficient désormais des investissements dans l'assemblage final et les équipements de bout de ligne (systèmes de remplissage notamment). En Europe, les constructeurs poursuivent les actions de rationalisation qui les ont conduits à investir ces dernières années de façon ciblée dans de nouvelles usines ou sur des sites existants identifiés, principalement sur les segments des marques premium et des SUV. Après avoir enregistré lors des exercices précédents des commandes d'assemblage au Royaume-Uni, en Espagne et en Europe de l'Est, le Groupe a obtenu en 2015 des contrats de mécanisation en France et en Italie notamment. Par ailleurs, l'activité commerciale a été soutenue dans le domaine des systèmes de remplissage par l'introduction sur le marché européen du fluide HFO pour la climatisation.

Les enregistrements de commandes de l'année s'affichent ainsi à 314 M€, en progression (+ 40 M€, dont 31 M€ d'effet de change) par rapport à 2014, sous l'effet du dynamisme du continent nord-américain.

Logistique

Le pôle conçoit des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie, de transport et de distribution.

Dans le domaine de la logistique, la dynamique de 2014 s'est amplifiée en 2015, soutenue par la hausse des volumes de marchandises transportées liée au développement de l'e-commerce, dont les contraintes en termes de cadences et de gestion des flux conduisent à une croissance de la demande d'automatisation des centres de tri. Au Japon, où le marché est particulièrement porteur du fait du vieillissement de la population et de la forte densité, les clients traditionnels du Groupe poursuivent leurs programmes d'investissements dans les hubs. En Europe du Nord, aux États-Unis et en Australie, les opérateurs postaux nationaux et les grands acteurs internationaux de la messagerie accélèrent la modernisation de leurs réseaux entamée depuis quelques années.

Dans ce contexte, les enregistrements de commandes de l'année

s'affichent à 219 M€, en progression (+ 39 M€, soit + 22%, dont 13 M€ d'effet de change) par rapport à 2014.

Métal

Le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat et de verre. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des fours de réchauffage de grande capacité et des lignes de traitement de la bande d'acier. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où il fournit des lignes de production de verre de spécialités et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

Dans le domaine de l'aluminium primaire, la demande a continué de croître en 2015 (3-4%), à un rythme qui n'avait toutefois plus été aussi faible depuis 2009, du fait notamment d'une moindre consommation des pays émergents, dont l'économie a fortement ralenti. Parallèlement, tandis que l'offre était inférieure à la demande ces dernières années, deux éléments tendent vers un rééquilibrage progressif : d'une part, la Chine, dont la consommation intérieure ralentit, écoule désormais de forts surplus sur le marché mondial ; d'autre part, la baisse sensible du coût de l'énergie (principal élément du prix de revient de l'aluminium) permet à une majorité de producteurs de rester profitables et incite à maintenir en production des smelters obsolètes. Le prix de l'aluminium est ainsi resté particulièrement bas en 2015, atteignant au mois d'août un plus bas sur six ans, à 1 500 dollars la tonne. Dans ce contexte, et alors que des annonces de la part des grands producteurs du Golfe étaient attendues, aucun projet capacitaire d'ampleur n'a été lancé, pour la troisième année consécutive. Le Groupe est néanmoins parvenu à tirer son épingle du jeu en poursuivant son développement dans les services, et en se diversifiant sur le marché de l'aluminium secondaire où il a obtenu une commande d'ensemble significative au Bahreïn. Par ailleurs, l'acquisition d'ECL (devenu Fives ECL) lui permet de compléter son offre technologique et d'étendre sa base et son offre services dans les zones clés que sont le Moyen-Orient, le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud.

Les enregistrements de commandes de l'année sur le segment de l'aluminium s'établissent à 129 M€ en 2015, dont 48 M€ pour Fives ECL. À périmètre constant, ils s'affichent à 81 M€, en forte progression (+ 33 M€, soit + 68%) par rapport à 2014.

Dans le domaine de l'acier, le marché déjà affecté par des surcapacités structurelles, a vu la Chine, premier marché mondial, ralentir et réduire fortement ses investissements, dans un environnement où seuls les acteurs publics les plus renommés (notamment Baosteel) sont en mesure d'obtenir les autorisations et les financements nécessaires. Le niveau des commandes enregistrées en Chine en 2015 ne représente ainsi que la moitié de celui de 2014, lui-même déjà très inférieur aux niveaux observés les cinq années précédentes. Si le Groupe est parvenu à obtenir des succès commerciaux dans d'autres régions du monde (Inde, Corée du Sud) qui constituent des relais de croissance potentiels, les opportunités y restent encore limitées face au déficit de commandes chinoises.

Dans ce contexte, les enregistrements de commandes de l'année sur le segment de l'acier s'établissent à 130 M€, en baisse de 35 M€ (- 21%) par rapport à 2014.

Au total dans le métal, les enregistrements de commandes de l'année s'affichent à 259 M€, dont 48 M€ pour Fives ECL. À périmètre constant, ils s'établissent à 211 M€ (dont un effet de change favorable de 9 M€), et sont stables par rapport à 2014 (213 M€), la progression dans l'aluminium compensant la baisse dans l'acier.

Énergie

Le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur les segments des systèmes de combustion industrielle haute performance, des équipements de production et de finition de tubes, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, ainsi que de la bioénergie et du sucre. Par ailleurs, sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.

Dans le domaine de l'énergie, le Groupe a été fortement affecté par l'effondrement des prix du pétrole en début d'année. Sur les segments de la combustion, des tubes et de la cryogénie, exposés au travers de leurs activités liées à l'exploration pétrolière (combustion), à l'extraction et au transport de gaz (tubes), ainsi qu'à la transformation de gaz et charbon et au traitement des hydrocarbures (cryogénie), les grands donneurs d'ordre ont gelé tous les projets d'investissements à l'étude, y compris ceux qui avaient déjà été approuvés et devaient être lancés en début d'année. Fait exceptionnel, nombre d'entre eux ont également dû se résoudre à mettre à l'arrêt plusieurs de leurs installations, devenues non rentables du jour au lendemain, ce qui a pesé sur la demande de pièces de rechange et de services, pourtant traditionnellement résiliente. Les conséquences sur l'activité commerciale du Groupe n'ont pu être que partiellement compensées par les autres marchés finaux servis dans les domaines des tubes (construction) et de la combustion (industrie). Dans le domaine de la cryogénie en revanche, quelques grands projets d'unités de séparation d'air ont toutefois été confirmés : après une année 2014 marquée par l'arrêt de ce type d'investissements (et corrélativement par une baisse des enregistrements de commandes), les principaux acteurs du marché ont pris la décision, malgré un contexte toujours défavorable, de mener à bien quelques grands projets sur lesquels le Groupe s'est positionné, à des conditions de prix, performances et délais cependant très exigeantes. Enfin, sur le segment des équipements sucriers et de la bioénergie, la baisse du prix du pétrole (rendant la production d'éthanol non rentable), couplée à de très bonnes campagnes au Brésil (premier producteur mondial) a favorisé l'offre, maintenant les cours du sucre et donc les investissements à des niveaux toujours bas.

Sur le segment de la tuyauterie industrielle à haute performance (en France), la volonté affichée d'EDF de réduire ses coûts s'est traduite par une diminution du volume de commandes de maintenance nucléaire et une pression sur les prix, tant au travers des contrats cadre de maintenance récurrente que pour des interventions de service ponctuelles. Les premières commandes d'ampleur attendues dans le cadre des programmes «grand

carénage» et «post-Fukushima» sont également, pour l'instant, moins importantes que prévu. Parallèlement, le volume de travaux supplémentaires relatifs au projet de construction neuve de l'EPR de Flamanville commence à diminuer, le périmètre des travaux à réaliser étant désormais en passe de se stabiliser.

Au total dans l'énergie, les enregistrements de commandes s'affichent à 335 M€, en baisse de 63 M€ (- 16%) par rapport à 2014, malgré un effet de change favorable de 15 M€.

Ciment

L'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédé isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs de matière (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main.

Dans le domaine du ciment, le marché n'a toujours pas retrouvé son dynamisme d'avant la crise de 2008-2009. La faible croissance de la demande dans les pays émergents (affectés par la conjoncture économique mondiale), couplée aux difficultés de financements (Amérique du Sud et Asie du Sud-Est, puis Afrique et Moyen-Orient avec la baisse des prix du pétrole) et, dans une moindre mesure, aux tensions géopolitiques persistantes, n'a pas incité les producteurs régionaux à investir. Par ailleurs, le mouvement de concentration des grands acteurs du marché, symbolisé par les fusions entre Lafarge et Holcim puis Heidelberg et Italcementi, a amplifié l'attentisme, conduisant pour l'instant au gel des projets envisagés quelques années plus tôt, tant par les nouveaux ensembles fusionnés que par leurs principaux concurrents internationaux, y compris pour des commandes d'équipements isolés. Malgré ce contexte et le nombre restreint d'opportunités, le Groupe est parvenu à décrocher un contrat d'ensemble pour une cimenterie clés en main au Mexique (l'un des rares marchés encore dynamiques, porté à la fois par la demande domestique et par celle des régions du sud des États-Unis), auprès d'un nouvel entrant local ayant racheté d'anciens actifs de Lafarge.

Les enregistrements de commandes de 2015 s'affichent ainsi à 233 M€ (dont un effet de change favorable de 2 M€). Ils baissent de 355 M€ (- 60%) par rapport à l'année 2014, qui avait été marquée par la mise en vigueur exceptionnelle de trois commandes d'ensemble (deux cimenteries clés en main et un atelier de broyage) pour un montant total de 503 M€. Hors contrats d'ensemble, la baisse de 11 M€ traduit donc l'atonie d'un marché dont le rebond se fait toujours attendre depuis la crise de 2008-2009.

Aéronautique et industrie

Le pôle aéronautique et industrie propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des biens d'équipements industriels pour les secteurs minier et des hydrocarbures notamment. Il propose par ailleurs des solutions de maintenance industrielle préventive et corrective.

Sur le segment de l'aéronautique, après une année 2014 affectée par le décalage par Airbus et Boeing de plusieurs programmes relatifs à la «seconde vague» de leurs nouveaux longs courriers, l'année 2015 a été marquée par la confirmation de nombreux investissements. Les volumes se sont toutefois très vite montrés supérieurs aux capacités dont disposent à l'heure actuelle leurs principaux sous-traitants. En France, certaines

décisions industrielles ont tardé à se concrétiser, tandis qu'aux États-Unis, cette situation a abouti à un mouvement de concentration dans la chaîne d'approvisionnement du secteur, qui s'est accompagné d'un décalage de nombreux projets par les sous-traitants de rang 1 et 2 jusqu'en fin d'année. Servant à la fois les constructeurs et leurs sous-traitants, le Groupe a vu ses prises de commandes progresser, avec une accélération marquée au cours des derniers mois de l'année ; de nombreux projets sont par ailleurs encore en gestation chez les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Enfin, Fives a renforcé son activité commerciale et décroché plusieurs commandes sur le marché chinois dont les perspectives de croissance sont prometteuses.

Sur le segment de l'industrie, les activités à destination des secteurs du pétrole et du gaz, d'une part, et de la mine et des engins de chantier, d'autre part, ont été fortement affectées. Les grands donneurs d'ordre ont été confrontés en début d'année à la chute des cours du pétrole, concomitante à celle des principales matières premières, qu'il s'agisse de métaux industriels (minerai de fer, cuivre), de combustibles (charbon) ou de denrées agricoles. Pour nombre d'industriels, l'ampleur de cette correction s'est traduite non seulement par l'absence de nouveaux investissements, mais surtout par l'arrêt pur et simple de plusieurs sites de production (notamment aux États-Unis), pénalisant également les commandes de services qui, historiquement, parvenaient pourtant à résister dans les périodes de bas de cycle. Le Groupe a en revanche réalisé une percée notable dans le domaine de la maintenance industrielle en Europe (principalement en France), au travers de contrats pluriannuels d'externalisation de la maintenance d'installation de clients opérant dans les domaines du transport, de la messagerie, de la défense et de l'aéronautique notamment.

Au total sur le pôle aéronautique et industrie, les enregistrements de commandes du Groupe s'affichent à 343 M€, en hausse de 131 M€ (+ 62%, dont toutefois un effet de change favorable de 23 M€) par rapport à 2014, sous l'effet des commandes pluri-annuelles obtenues dans la maintenance industrielle et de la reprise du marché de l'aéronautique en fin d'année.

1.4. PRINCIPAUX SUCCÈS COMMERCIAUX

En Amériques

États-Unis

Dans le domaine de la logistique, un des leaders américains du secteur des services de transport et d'expédition de colis, client du Groupe depuis le début des années 1990, a renouvelé sa confiance à Fives en lui attribuant des commandes pour l'automatisation de quatre nouveaux terminaux.

Les solutions d'usinage de haute précision du Groupe, qui font référence dans l'industrie automobile, ont trouvé de nouveaux débouchés en 2015, comme en témoigne la commande qu'Ariel Corp, producteur de systèmes de compression destinés à récupérer et transporter du pétrole et du gaz naturel, a confiée au Groupe au mois de mai pour son usine de Mount Vernon dans l'Ohio. La rectifieuse orbitale Landis LT2HHe de 4,5 mètres que fournira Fives pour l'usinage final des vilebrequins de ces grands compresseurs stationnaires aura pour particularité d'être l'une des plus grandes machines de rectification fournies par le Groupe,

mais garantira les mêmes standards de précision que dans l'industrie automobile pour des pièces moteur de plus petite taille.

Dans le domaine des systèmes de combustion, la société Superior Aluminum Alloys, basée à New Haven dans l'Indiana et spécialisée dans le secteur de l'aluminium secondaire, a fait appel au Groupe en janvier pour la fourniture d'un four de fusion d'aluminium à puits d'une capacité de 105 tonnes. Le four proposé par Fives, qui présente une forte intégrité structurelle et dont la conception permet de faciliter la maintenance, sera alimenté par deux brûleurs North American HiRAM®.

Mexique

Dans le domaine du ciment, Cementos Fortaleza a confié à Fives en mai la réalisation clés en main d'une seconde ligne de production de clinker d'une capacité de 3300 tonnes par jour sur son site de Tula, dans l'état d'Hidalgo au centre du Mexique, où Fives avait réalisé une première ligne il y a quelques années. Cette nouvelle ligne bénéficiera des dernières technologies développées par Fives offrant au client une optimisation des performances énergétiques et environnementales, tant au niveau des équipements de la ligne de cuisson (four FCB Kiln, précalcinateur FCB Zero-NOx Preca, préchauffeur FCB Preheater et brûleur Pillard NovaFlam®) que des ateliers de broyage (broyeurs FCB Horomill® et FCB B-mill, séparateurs FCB TSV™ Classifier). Cette ligne devrait entrer en production fin 2016.

Dans le domaine des systèmes automatisés de production, Eaton a confié à Fives la fourniture d'une ligne d'assemblage de transmissions 12 vitesses de dernière génération pour poids lourds pour son usine de San Luis Potosi.

En Asie et en Océanie

Chine

Dans le domaine de l'acier plat, Fives a écrit une nouvelle page de sa collaboration avec Baosteel. Le sidérurgiste lui a ainsi confié la conception et la fourniture de deux nouveaux fours de recuit Stein Digiflex® dans le cadre du nouveau projet de laminoir à froid sur son site de Zhanjiang dans la province du Guangdong. Ces équipements sont destinés à une ligne de recuit continu (CAL) d'une capacité annuelle de 700 000 tonnes, et à une ligne de galvanisation (CGL) d'une capacité de 270 000 tonnes par an. Au total depuis 2005, Baosteel a confié à Fives la réalisation de cinq lignes de traitement complètes et de six fours de ligne pour ses usines de Baoshan (dans la périphérie de Shanghai) et de Zhanjiang, faisant de Fives son partenaire et fournisseur de technologies privilégié dans le domaine des lignes de traitement de haute qualité et des fours de recuit pour des aciers automobile avancés et autres produits à forte valeur ajoutée.

En plus de l'offre produit de Fives, illustrée par de nombreuses réalisations et une position de leader dans ce pays sur les lignes de production d'acier à haute valeur ajoutée, les sidérurgistes chinois valorisent également le savoir-faire du Groupe en termes d'expertise process et d'assistance à l'exploitation, fourni par Fives Keods. Ainsi Inner Mongolia Baotou Steel Union Co., le sidérurgiste le plus important du nord-est de la Chine, qui avait notamment confié en 2014 une commande de deux lignes de galvanisation continue, a signé en juillet avec le Groupe un accord de coopération prévoyant une assistance technique de 10 ans.

Fives fournira l'expertise technologique couvrant toutes les phases des procédés de production : aciérie, laminage à chaud, décapage, laminage à froid, recuit continu et galvanisation, ainsi qu'un programme de formation complète, et accompagnera Baotou dans le développement et la certification d'aciers haut de gamme destinés au secteur automobile, incluant les plus récents aciers à haute résistance.

Dans le domaine des systèmes de remplissage de fluides à destination de l'industrie automobile, le Groupe a bénéficié de la poursuite des projets de nouvelles usines d'assemblage final dans le désormais premier marché automobile mondial, et a notamment enregistré une commande de 37 machines chez le constructeur chinois Geely pour cinq usines différentes, ainsi qu'une commande de 15 machines chez SGM, joint-venture entre General Motors et Shanghai Automotive Industry Corporation qui produit et commercialise les véhicules de marques Chevrolet, Buick et Cadillac.

Dans le domaine de l'aéronautique, les machines de dernière génération du Groupe ont remporté plusieurs marchés, confortant le Groupe dans sa stratégie d'innovation : la première Forest-Liné MINUMAC (machine 5 axes à broche verticale de haute vélocité et précision à moteurs linéaires) a ainsi été vendue à RISAC, et les deux premières Forest-Liné AEROSTAR de nouvelle génération (machines 5 axes à broche horizontale palettisée) à Chengdu Aircraft, deux entités du groupe aéronautique national AVIC. Un contrat de deux Forest-Liné AEROSTAR, grâce à l'excellente finition de surface que garantit cette machine de fraisage tout en fonctionnant à grande vitesse, a également été attribué à Fives par Harbin Aircraft Industry Group Co. pour l'usinage de pièces en aluminium pour hélicoptères.

Japon

Dans le domaine de la logistique, trois des principaux opérateurs de messagerie express japonais, clients historiques du Groupe, ont à nouveau fait appel aux technologies Fives pour réaliser l'automatisation de leurs terminaux de tri de Tokyo, Higashi-Matsuyama, et du Kansai.

Corée du Sud

Dans le domaine de l'acier plat, Posco, l'un des plus grands producteurs au monde de tôles d'acier pour l'industrie automobile, a conclu avec Fives un contrat portant sur la conception et la fourniture d'un four vertical de recuit haute performance destiné à la septième ligne de galvanisation à chaud en cours de construction sur son usine de Gwangyang en Corée du Sud. D'une capacité annuelle de 500 000 tonnes, cette ligne de production sera dédiée aux produits haut de gamme tels que les nuances d'acier exposées GI/GA et les aciers à haute résistance AHSS. Fives, fort d'une trentaine de références au cours des dix dernières années dans ce secteur des lignes de transformation de l'acier et de fours pour l'industrie automobile, avait notamment déjà fourni des fours verticaux pour les cinquième et sixième lignes de galvanisation de Posco sur ce même site, et a été une nouvelle fois sélectionné grâce aux performances reconnues du four Stein Digiflex® en termes d'optimisation des coûts d'exploitation, de flexibilité de production et de qualité d'opération. Cet équipement clé, doté de la technologie brevetée Flash Cooling®, permettra en outre au client de minimiser son empreinte

environnementale grâce notamment au dernier système de combustion à tube radiant AdvanTek® 2.0 qui affiche une haute capacité de récupération d'énergie et de faibles émissions de NOx.

Inde

Dans le domaine de l'acier plat, Primetals Technologies Japan a confié au Groupe un contrat pour la conception et la fourniture de deux fours à longerons, d'une capacité de 300 tonnes par heure chacun. Ces deux fours de réchauffage seront intégrés à la ligne de laminage à chaud, d'une capacité de 3 millions de tonnes par an, qui sera implantée sur le site sidérurgique de SAIL à Rourkela, sur la côte Est de l'Inde. Cette nouvelle ligne, dont la mise en service est prévue en 2018, fournira des bobines d'acier de haute qualité destinées au projet de joint-venture entre SAIL et ArcelorMittal pour la fourniture de tôles automobiles. La technologie Stein Digit@! Furnace® AT 2.0, équipée du système de combustion AdvanTek® et contrôlée par le système niveau 2 Virtuo® Edge-R, garantira au client final un réchauffage optimal des brames pour un impact environnemental réduit, grâce à la flexibilité unique des brûleurs AdvanTek® qui offrent au client la possibilité de produire en utilisant du gaz mixte de site ou du fioul lourd.

Malaisie

Dans le domaine de la chimie industrielle, l'effort de R&D du Groupe s'est vu récompensé par l'obtention d'une commande pour la fourniture d'une unité de production de menthol pour BASF Petronas Chemicals (BPC) dans le cadre de son projet Lemongrass à Kuantan, en Malaisie. Cette première référence pour BASF consiste en la fourniture d'un package de cristallisation complet comprenant l'ingénierie de base, les cristalliseurs propriétaires, le système de contrôle du procédé, Proabd® PCS (Process Control System), ainsi que les clarinettes de distribution. Cette commande vient couronner de succès une longue phase d'essais réalisés avec BASF, notamment sur le nouveau pilote Proabd® µ-Plant développé en laboratoire par le Groupe, qui a permis de démontrer la crédibilité auprès du premier chimiste mondial de la technologie Proabd® MSC de cristallisation statique en milieu fondu qui sera mise en œuvre sur le projet.

En Europe

France

Dans le domaine de la maintenance industrielle, la SNCF a renouvelé sa confiance à Fives en lui attribuant, pour une durée de cinq ans, la maintenance de ses technicentres, sites spécialisés dans la maintenance du matériel ferroviaire. En plus des six sites sur lesquels Fives était déjà implanté depuis le début des années 2010 dans l'Ouest et le Nord, Fives Maintenance assurera aussi la maintenance de plus d'une dizaine de sites supplémentaires de la région lyonnaise, PACA, Île-de-France et Normandie. Ces contrats attribués par la SNCF, de même que les contrats pluriannuels confiés par La Poste en novembre, témoignent de la proactivité des équipes en place ainsi que de la grande qualité des prestations fournies, et renforcent la présence nationale du Groupe sur ces activités de maintenance haut de gamme externalisées.

France et Espagne

Dans le domaine des systèmes automatisés de production, Renault a fait appel au savoir-faire de Fives pour l'automatisation de deux lignes de production de vilebrequins dans ses usines de Cléon (France) et de Valladolid (Espagne). Ces nouvelles lignes de production, destinées à la manutention des vilebrequins 3 et 4 cylindres équipant les véhicules des gammes Renault Nissan et Daimler, intégreront notamment le portique FG90 du Groupe, dont le design compact et la modularité offrent de réels avantages au client.

Royaume-Uni

Dans le domaine de la logistique, un leader du secteur de la messagerie express a confié au Groupe l'automatisation de son nouveau hub qui sera en service en octobre 2016. Fives fournira une solution de tri incluant trois trieurs cross-belt d'une capacité de 14 000 colis par heure chacun.

Au Moyen-Orient, en Turquie et en Afrique

Bahreïn

Dans le domaine de l'aluminium, l'expertise fonderie de Fives combinée à sa capacité de réalisation de grands projets lui a permis de décrocher en novembre auprès de Gulf Aluminium Rolling Mill Co (Garmco) un contrat pour un projet d'expansion du secteur deuxième fusion de son laminoir situé au Bahreïn. La fonderie complète d'aluminium secondaire d'une capacité de production de 120 000 tonnes par an permettra à Garmco de produire des brames à partir de métal liquide, de lingots ou d'aluminium recyclé. Ce projet de diversification dans l'aluminium secondaire démontre l'agilité et la capacité de rebond du Groupe, confronté dans le Golfe à un contexte de report des décisions d'investissements capacitaires concernant les fonderies d'aluminium primaire.

Turquie

Dans le domaine des tubes, Toscelik, qui possède déjà une usine dans le sud du pays, a confié à Fives une commande de trois nouvelles lignes à tubes qui seront installées dans sa nouvelle usine de la région de Marmara (proche d'Istanbul).

Afrique du Sud

Dans le domaine de la cryogénie, Air Liquide a fait appel à Fives pour la fourniture d'échangeurs de chaleur en aluminium brasés (BAHX) et de pompes cryogéniques centrifuges de type Cryomec pour la nouvelle unité de séparation d'air (ASU) dédiée à la production d'oxygène, qu'il va construire pour la société Sasol à Secunda en Afrique du Sud. Avec une capacité de 5 000 tonnes par jour d'oxygène sur un site industriel en haute altitude (équivalant à 5 800 tonnes par jour d'oxygène au niveau de la mer), cette nouvelle ASU sera la plus grande jamais construite. Cette collaboration s'inscrit dans la relation long terme qu'entretient Fives avec Air Liquide.

1.5. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Propriété intellectuelle

Fives a maintenu un rythme soutenu de dépôt de brevets en 2015 avec 50 nouvelles inventions brevetées (53 en 2014), au-delà de l'objectif annuel du Groupe (40 nouveaux premiers dépôts).

L'acquisition d'ECL a par ailleurs apporté un portefeuille de 37 familles de brevets et 186 brevets en vigueur.

Au total, le Groupe dispose de 582 inventions brevetées (familles de brevets) couvrant tous ses domaines d'activité, protégées par 1 948 brevets en vigueur dans les différents pays où il opère.

Alliance Industrie du Futur

Le Groupe reste impliqué au sein de l'Alliance Industrie du Futur, qui rassemble entreprises, organisations professionnelles, acteurs scientifiques et académiques, ainsi que des collectivités territoriales en charge du déploiement du plan gouvernemental français «Industrie du Futur». Fives pilote le groupe de travail «Vitrines technologiques industrie du futur», qui a déjà permis de distinguer par un label six projets technologiques emblématiques quasi-matures à l'échelle industrielle. Ces projets sont la démonstration du savoir-faire français en matière de machines, de process et de services à la production industrielle. La participation de Fives aux travaux de l'Alliance lui permet, en outre, de bénéficier de l'énergie d'un écosystème d'entreprises et de start-ups innovantes, et a été déterminante dans son engagement dans les technologies du futur, en particulier la fabrication additive et les machines et usines connectées.

Fabrication additive

Au mois de septembre, Fives a annoncé la création d'une joint-venture avec Michelin visant à développer et commercialiser à l'échelle mondiale des machines et des ateliers de production industriels via la technologie de «fabrication additive métallique», communément appelée impression 3D Métal. Cette joint-venture, qui sera détenue à 50 % par les deux partenaires et sera opérationnelle au printemps 2016, proposera aux industriels des différents domaines d'application (automobile, aéronautique, santé...) une solution globale allant de la conception et la fabrication de machines ou de lignes complètes de production aux services associés (re-conception des pièces, définition du processus de fabrication, installation, support à la production, formation...).

En s'appuyant sur la complémentarité des expertises des deux groupes, Fives et Michelin ambitionnent de devenir un acteur clé sur ce marché porteur et innovant.

Développement numérique

Fives a la volonté d'accélérer la transformation numérique de son offre, en offrant à ses clients des solutions facilitant la gestion et la maintenance de leurs outils de production et en intégrant les technologies émergentes qui vont structurer l'industrie de demain. Cette transformation, soutenue par la nomination d'un directeur du développement numérique, met l'accent sur le développement de solutions numériques et robotiques, comprenant la connexion des machines et leur pilotage, le traitement de données de procédé, le développement de la robotique de procédé, la «smart line» ou ligne de production instrumentée intelligente, ainsi que les logiciels pour les composites et pour la fabrication additive.

1.6. PRINCIPALES MISES EN SERVICE

Dans le domaine de l'aluminium, le Groupe a fourni plusieurs équipements clés dans le cadre du remplacement des anciennes lignes Soderberg de l'usine de RTA à Kitimat au Canada par un nouveau smelter utilisant la technologie AP40 : dix machines de service de l'électrolyse et un transbordeur, ainsi que trois fours basculants de fusion et de maintien, un atelier d'anodes crues, un atelier de scellement et un atelier de manutention des anodes, deux machines de service des fours à cuire et deux ponts stockeurs d'anodes. Par ailleurs, au Moyen-Orient, le Groupe a réalisé dans un délai record la conception et le démarrage d'un transbordeur pour l'usine EGA (Emirates Global Aluminium) de Dubaï, et la fourniture d'une vibrotasseuse de dernière génération Xelios 2.0.

Dans le domaine de l'acier, trois laminoirs pour acier inoxydable ont été mis en service en Chine pour Beihai Chengde. Par ailleurs, Baotou (Inner Mongolia Baotou Steel Union Co.) et le groupe Wisco (Wuhan Iron and Steel Corp.) ont démarré, en fin d'année, deux lignes de recuit continu fournies par Fives, respectivement situées en Mongolie Intérieure et dans la province de Guangxi. Ces lignes intègrent les équipements de procédé les plus avancés, notamment le système de combustion à haut rendement AdvanTek® et la technologie de refroidissement à haute performance FlashCooling®.

Dans le domaine du verre, deux fours de verre de spécialités pour SGD, dans le Nord de la France, ont démarré leur production au second semestre 2015. L'un de ces fours établit un nouveau standard de consommation dans le domaine de l'oxy-combustion à destination du marché de la pharmacie.

Dans le domaine du ciment, le Groupe a livré à Lafarge Republic Inc. un nouvel atelier de broyage sur son site de Teresa aux Philippines. Cet atelier de broyage, équipé de la technologie FCB Horomill®, permettra à Lafarge de produire 850 000 tonnes de ciment par an, faisant passer la capacité de production du site de Teresa à deux millions de tonnes, tout en réduisant la consommation d'électricité de 40% par rapport à celle d'ateliers conventionnels. Par ailleurs, Fives a démarré avec succès deux systèmes de filtration sur deux anciens fours en voie humide pour Armstrong Cement aux États-Unis, la technologie de filtres TGT® du Groupe permettant au client de se mettre en conformité avec les nouvelles normes environnementales américaines ciblant les cimenteries.

Dans le domaine des tubes, le Groupe a installé un système de pointe pour l'essai hydrostatique de tubes en alliages anticorrosion sur un site allemand de Vallourec. Fives a par ailleurs mis en service une nouvelle ligne de tubes d'acier soudés pour Ilta Inox (groupe Averdi) en Italie, dont le design innovant permet de produire toute la gamme de tubes sans besoin de modifier les outillages de dimensionnement.

Dans le domaine de la combustion, Fives a fourni à Essar Steel pour son usine greenfield de pelletisation située dans le Minnesota un système de combustion North American Ultra-Low NOx, permettant à Essar d'atteindre une capacité de production de sept millions de tonnes par an.

Dans le domaine du sucre, le Groupe a livré une cuite continue à la sucrerie et distillerie de Gardel, en Guadeloupe. Cet investissement s'inscrit dans un projet d'économie d'énergie et de renouvellement d'équipements mené depuis 2012. Grâce aux nombreux équipements que le Groupe lui a fournis, Gardel est devenue la première sucrerie de France à obtenir la certification ISO 50001 délivrée par l'AFNOR pour son Système de Management de l'Énergie. Cette certification valide une démarche qui a permis de réaliser une économie de 30 000 tonnes de vapeur d'eau par an depuis 2014, soit l'équivalent de la consommation électrique de 500 à 600 foyers.

Dans le domaine de la logistique, Fives a livré au Japon deux centres de tri automatisés équipés de la technologie cross-belt du Groupe à des clients traditionnels opérant dans le secteur de la messagerie express. En Australie, fort d'une première référence réalisée pour le groupe Toll en 2014, Fives a livré à ce client deux nouveaux trieurs cross-belt pour ses centres de tri de Sydney et de Melbourne. Deux trieurs cross-belt d'une capacité de 20 000 articles par heure ont également été livrés à TNT Express pour ses sites de Melbourne et Brisbane.

Dans le domaine de l'automobile, le Groupe a livré à Chrysler des lignes automatisées d'assemblage d'embrayages dans le cadre du programme de transmissions 8 vitesses de son site de Kokomo dans l'Indiana, et mis en service pour Cummins pendant l'arrêt de Noël les améliorations de process (solutions de convoyage, outillages robotiques) apportées aux lignes d'assemblage de têtes de cylindre pour son usine de Columbus dans l'Indiana.

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS. L'effet rétrospectif sur l'exercice 2014 de la première application de l'interprétation IFRIC 21 (décrit dans la note 4 «Comparabilité des exercices» des notes annexes aux comptes consolidés) n'a pas été retraité dans les chiffres ci-dessous. Les chiffres 2014 présentés correspondent donc à ceux publiés dans les comptes consolidés de l'exercice 2014, et non au comparatif retraité présenté dans les comptes consolidés de l'exercice 2015.

Le sous-groupe Fives ECL et la société Fives Lund LLC sont entrés en périmètre respectivement le 9 juillet 2015 (6 mois de consolidation) et le 31 août 2015 (4 mois de consolidation).

La société Ernst Polack GmbH (devenue Fives Landis GmbH début 2016), acquise le 12 mars 2015, constitue le prolongement de l'activité du Groupe dans le domaine de l'automobile en Allemagne. Sa contribution n'est pas considérée comme constituant un effet périmètre.

Par rapport à l'année 2014, la forte baisse du cours moyen de l'euro par rapport au dollar, ainsi que par rapport à l'ensemble des autres devises fonctionnelles des sociétés du Groupe, a un effet favorable sur les principaux agrégats de l'exercice 2015, notamment les enregistrements de commandes (+ 93 M€), le chiffre d'affaires (+ 96 M€) et l'EBITDA (+ 9 M€).

2.2. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2015

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'affiche à 1 718 M€ en 2015. Il intègre un effet périmètre de 47 M€ et un effet de change favorable de 96 M€. À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires de 2015 s'établit donc à 1 575 M€, en très légère hausse (+ 15 M€) par rapport à 2014 (1 560 M€).

Le mix est en revanche sensiblement différent puisque les grands contrats de cimenteries clés en main mis en vigueur en 2014 et 2015 (en Algérie, au Qatar et au Mexique) contribuent au chiffre d'affaires à hauteur de 12% en 2015, contre seulement 1% en 2014.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2013	2014	2015
Amériques	531,2	450,4	521,1
Asie et Océanie	457,9	396,4	369,0
Europe	458,3	547,0	511,6
Moyen-Orient et Afrique	178,8	166,7	316,5
Total	1 626,2	1 560,5	1 718,2
Dont économies matures	53%	60%	58%
Dont pays émergents	47%	40%	42%

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2013	2014	2015
Automobile	362,1	356,6	333,0
Logistique	202,2	146,0	179,2
Métal (aluminium et acier)	401,5	262,1	277,9
Énergie	386,2	408,8	364,5
Ciment	170,0	150,6	318,5
Aéronautique et industrie	104,2	236,4	240,0
Holding et filiales de réalisation			5,1
Total	1 626,2	1 560,5	1 718,2

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2013	2014	2015	2015 périètre constant	2015 périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	1 626,2	1 560,5	1 718,2	1 671,2	1 575,6
Marge brute	360,2	393,0	377,4	365,3	340,2
Frais généraux	(244,0)	(277,3)	(294,1)	(284,6)	(268,5)
Autres produits et charges	(3,1)	(3,5)	7,4	(4,0)	(3,9)
EBITA	113,3	112,6	90,7	77,3	69,6
Résultat opérationnel courant (EBIT)	104,4	92,6	64,0	52,6	48,0
EBITDA	133,0	135,1	116,0	101,2	92,2
	8,2 %	8,7 %	6,7 %	6,1 %	5,9 %
Résultat opérationnel	98,0	88,3	56,5		
Résultat financier	(17,3)	23,1	19,2		
Résultat avant impôt	80,7	111,4	75,7		
Résultat net de l'ensemble consolidé	44,6	75,4	55,6		
Résultat net (part du Groupe)	43,4	74,9	54,4		

Marge brute

Le taux de marge brute de l'exercice 2015 s'établit à 22,0%, en baisse de 3,2 points par rapport à 2014 (25,2%). Cette baisse s'explique pour moitié par un mix différent (forte contribution au chiffre d'affaires des cimenteries clés en main enregistrées en 2014 et 2015, dont les taux de marge sont plus faibles, qui compense le manque de volume par rapport à 2014 sur les commandes courantes, lié à l'environnement macro-économique difficile), et pour moitié par une pression sur les marges sur les segments les plus affectés par l'environnement commercial: acier plat (division métal), industrie (division aéronautique et industrie), et énergie.

Frais généraux

Les frais généraux s'élèvent à 294 M€ en 2015. Ils comprennent un effet périmètre de 10 M€ et un effet de change défavorable de 16 M€. À périmètre et change constants, les frais généraux de 2015 s'établissent donc en baisse (- 9 M€) par rapport à 2014 (277 M€).

Autres produits et charges opérationnels (dont participation et intéressement)

Le produit de 7 M€ sur l'exercice 2015 inclut 11 M€ au titre du badwill reconnu dans le cadre de l'allocation comptable du prix d'acquisition d'ECL. Hors effets liés au périmètre, ce poste reste donc stable par rapport à 2014, à - 4 M€.

Le badwill reconnu au titre de l'acquisition d'ECL représente l'écart entre le prix d'acquisition et la situation nette acquise. Conformément à la norme IFRS 3, le produit correspondant doit être reconnu immédiatement dans le compte de résultat et ne peut être étalé sur plusieurs années.

Ce badwill reflète les pertes d'exploitation attendues chez ECL en 2016 et au premier semestre de 2017, sur la base des perspectives de marché telles qu'anticipées au moment de l'acquisition. Le Groupe travaille depuis la date d'acquisition à des mesures visant à minimiser ces pertes: transferts ou mise à disposition de personnel, chômage partiel, sous-traitance d'autres filiales, synergies commerciales.

EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'affiche à 116 M€ en 2015, représentant 6,7% du chiffre d'affaires, et comprend un effet périmètre de 15 M€ (incluant le badwill). Il s'établit donc à 101 M€ sur le périmètre historique, en baisse de 34 M€ par rapport à 2014 malgré un effet de change favorable de 9 M€.

Cette diminution provient de la baisse du taux de marge, liée à un environnement économique contraignant qui a pesé sur les volumes de commandes courantes et sur les marges à l'enregistrement dans plusieurs activités.

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'affiche à 64 M€ en 2015, dont 11 M€ d'effet périmètre. Il s'établit donc à 53 M€ sur le périmètre historique, en baisse de 40 M€ par rapport à 2014 malgré un effet de change favorable de 5 M€.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe inclut une charge non courante de 7 M€, dont 5 M€ de coûts de restructuration dans les pôles affectés par l'environnement commercial et 2 M€ de frais d'acquisitions nets des résultats de cessions.

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, le résultat de change (incluant les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture), les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, ainsi que les revenus des participations.

Le résultat financier est positif de 19 M€ en 2015 (à comparer à un gain de 23 M€ en 2014). Il se décompose de la façon suivante:

- coût de l'endettement financier: - 5 M€, stable par rapport à 2014 ;
- résultat de change: + 28 M€, en légère baisse par rapport à 2014 ;
- autres éléments: - 4 M€, stable par rapport à 2014.

Le résultat de change intègre principalement les effets liés à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des prêts intragroupe en devises consentis par la société Fives :

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American en 2008, Fives Bronx en 2010, Fives Machining Systems en 2013 et Fives Lund LLC en 2015 ;
- en livres sterling à la holding anglaise Fives UK Holding Ltd. fin 2012, dans le cadre de l'acquisition par celle-ci des filiales anglaises du Groupe.

Du fait de l'appréciation du cours de clôture du dollar et de la livre sterling par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2014, un gain de change a été constaté, comme cela avait été le cas en 2014.

Le gain de change reconnu en 2015 est réalisé à hauteur de 9 M€ (figé au travers de la mise en place de couvertures et lors des flux de remboursement) et latent pour le complément (20 M€). Depuis la mise en place de ces prêts, le Groupe a reconnu un gain de change net cumulé de 69 M€ (dont 20 M€ de gain net réalisé et 49 M€ de gain net latent).

Résultat net

La charge d'impôt totale (impôts courant et différé) de l'exercice s'élève à 21 M€, en baisse par rapport à 2014 (36 M€) du fait d'un résultat avant impôt inférieur. Elle comprend une charge d'impôt courant de 30 M€ (dont 5 M€ de CVAE et IRAP, 13 M€ d'impôt sur les sociétés concernant les filiales du groupe français d'intégration fiscale et 12 M€ d'impôt sur les sociétés concernant les autres filiales du Groupe), ainsi qu'un produit d'impôt différé de 9 M€.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit donc à 56 M€, en baisse de 19 M€ par rapport à 2014.

2.3. CONTRIBUTION DES PÔLES À LA PERFORMANCE DU GROUPE

AUTOMOBILE

En millions d'€	2014	2015
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	275,9	189,7
Commandes enregistrées	273,6	314,5
Carnet de commandes au 31 décembre	189,7	188,1
Chiffre d'affaires	356,6	333,0
EBITDA	38,8	34,1
Effectif au 31 décembre	1 299	1 337

Dans l'automobile, le chiffre d'affaires s'établit à 333 M€, dont 30 M€ d'effet de change favorable. À change constant, il s'affiche donc en baisse de 54 M€ (- 15%) par rapport à 2014, sous l'effet d'un carnet d'ouverture en baisse.

La baisse du taux de marge d'EBITDA de 10,9% en 2014 à 10,2% en 2015 s'explique principalement par une moindre absorption des frais fixes du fait de la baisse du chiffre d'affaires.

LOGISTIQUE

En millions d'€	2014	2015
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	89,7	117,9
Commandes enregistrées	180,3	218,7
Carnet de commandes au 31 décembre	117,9	165,2
Chiffre d'affaires	146,0	179,2
EBITDA	12,3	16,4
Effectif au 31 décembre	424	469

Dans la logistique, le chiffre d'affaires s'établit à 179 M€, dont 10 M€ d'effet de change favorable. À change constant, il s'affiche donc en hausse de 23 M€ (+ 16%), sous l'effet d'un carnet d'ouverture en hausse.

Le taux de marge d'EBITDA s'affiche en progression (9,1% en 2015 contre 8,4% en 2014), traduisant la bonne orientation du secteur.

MÉTAL

En millions d'€	2014	2015
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	298,8	256,1
Commandes enregistrées	213,1	259,2
Carnet de commandes au 31 décembre	256,1	262,2
Chiffre d'affaires	262,1	277,9
EBITDA	30,6	28,1
Effectif au 31 décembre	1 257	1 722

Le chiffre d'affaires du pôle métal s'établit à 278 M€. Il intègre une contribution de 40 M€ de Fives ECL et un effet de change favorable de 11 M€. À périmètre et change constants, il s'affiche donc en baisse de 35 M€, sous l'effet d'un carnet d'ouverture inférieur.

L'EBITDA s'établit pour sa part à 28 M€, dont une contribution de 14 M€ de Fives ECL, correspondant principalement au badwill (11 M€). À périmètre constant, le taux de marge d'EBITDA s'affiche ainsi à 5,9%, en baisse par rapport à 2014 (11,7%) du fait de la pression sur les marges des activités pour la sidérurgie, pénalisées par le contexte de marché.

ÉNERGIE

En millions d'€	2014	2015
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	253,9	275,2
Commandes enregistrées	398,1	334,9
Carnet de commandes au 31 décembre	275,2	250,5
Chiffre d'affaires	408,8	364,5
EBITDA	30,8	22,3
Effectif au 31 décembre	2 570	2 407

Le chiffre d'affaires du pôle énergie s'établit à 365 M€, dont 19 M€ d'effet de change favorable. À change constant, il s'affiche donc en baisse de 63 M€ (- 15%) par rapport à 2014. Malgré un carnet d'ouverture supérieur, le Groupe a été affecté par la baisse des enregistrements de commandes de l'année, directement liée à la chute du cours du pétrole. Pour mémoire, les cycles d'activité dans l'énergie sont en moyenne plus courts que dans les autres pôles ; le chiffre d'affaires est donc plus sensible aux enregistrements de commandes de l'année qu'au carnet d'ouverture.

Le taux de marge d'EBITDA s'affiche à 6,1%, en baisse par rapport à 2014 (7,5%) du fait de conditions de marché difficiles.

CIMENT

En millions d'€	2014	2015
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	98,9	536,4
Commandes enregistrées	587,8	232,7
Carnet de commandes au 31 décembre	536,4	447,6
Chiffre d'affaires	150,6	318,5
EBITDA	15,1	21,1
Effectif au 31 décembre	595	609

Le chiffre d'affaires du pôle ciment s'établit à 319 M€ en 2015 (avec un effet de change négligeable de 2 M€), et représente plus du double de celui de 2014, sous l'effet d'un carnet d'ouverture en forte progression suite à l'enregistrement en 2014 de commandes significatives de cimenteries clés en main.

La baisse du taux de marge d'EBITDA (6,6% en 2015 contre 12,5% en 2014) s'explique par le mix d'activité ; les contrats de cimenteries clés en main, qui contribuent fortement au chiffre d'affaires de 2015, s'écoulent en effet à des taux de marges plus faibles que les autres commandes.

AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIE

En millions d'€	2014	2015
Carnet de commandes au 1 ^{er} janvier	108,0	118,3
Commandes enregistrées	212,1	342,6
Carnet de commandes au 31 décembre	118,3	237,8
Chiffre d'affaires	236,4	240,0
EBITDA	10,4	(2,0)
Effectif au 31 décembre	1 335	1 439

Le chiffre d'affaires du pôle aéronautique et industrie s'établit à 240 M€. Il intègre une contribution de 7 M€ de Fives Lund LLC et un effet de change favorable de 23 M€. À périmètre et change constants, il s'affiche donc en baisse de 26 M€ (- 11%) par rapport à 2014. Le chiffre d'affaires de l'année a été affecté, d'une part par le faible niveau de commandes dans les industries d'extraction et d'exploration (dont les marchés finaux sont liés aux secteurs du pétrole et des mines aux États-Unis), et d'autre part par une reprise tardive dans l'année de l'activité aéronautique.

L'EBITDA du pôle aéronautique et industrie s'affiche en perte en 2015, du fait de la sous-activité et de la baisse des commandes de service dans le domaine de l'industrie aux États-Unis, ainsi que de dépenses complémentaires de mises au point de nouvelles gammes de machines à destination du marché de l'aéronautique.

CARNET DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	31.12.13	31.12.14	31.12.15
Automobile	275,9	189,7	188,1
Logistique	89,7	117,9	165,2
Métal (aluminium et acier)	298,8	256,1	262,2
Énergie	253,9	275,2	250,5
Ciment	98,9	536,4	447,6
Aéronautique et industrie	108,0	118,3	237,8
Holding et filiales de réalisation			4,5
Total	1 125,2	1 493,6	1 555,9

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.13	31.12.14	31.12.15
Amériques	269,3	255,3	400,9
Asie et Océanie	368,4	344,2	359,6
Europe	364,8	366,2	394,4
Moyen-Orient et Afrique	122,7	527,9	401,0
Total	1 125,2	1 493,6	1 555,9
Dont économies matures	48%	40%	45%
Dont pays émergents	52%	60%	55%

3. PERSPECTIVES DU GROUPE

3.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Bien que le FMI table, dans ses perspectives de l'économie mondiale de janvier 2016, sur un scénario de référence présentant une croissance mondiale de 3,4% en 2016 (soit + 0,3 point par rapport à 2015), le Groupe n'anticipe aucune amélioration de l'environnement économique. Un rebond des économies émergentes apparaît peu probable, aucun signe positif n'émanant pour l'instant de Chine, de Russie ou du Brésil, qui continueront d'entraîner avec eux leurs zones d'influence ; de même, l'Afrique et le Moyen-Orient voient leurs budgets fortement amputés du fait de la baisse des prix de l'énergie et des produits de base. Parallèlement, dans les pays développés, bien que l'outil de production américain n'ait jamais été aussi vieillissant depuis l'après seconde guerre mondiale, cette situation, déjà effective fin 2014, n'a pas suffi pour relancer l'investissement industriel en 2015, même s'il est vrai que la baisse du prix du pétrole a porté un coup d'arrêt à toute initiative de reprise, et que la période d'attentisme qui s'en est suivie devra bien prendre fin à plus ou moins brève échéance. En Europe et au Japon, la reprise reste pour sa part trop légère pour avoir une réelle portée.

Dans ce contexte, l'activité commerciale du Groupe devrait confirmer les tendances de 2015 : les pôles liés aux produits de base (métal, énergie, ciment) resteront vraisemblablement confrontés à des niveaux d'investissements faibles, tandis que les pôles spécialisés dans les équipements industriels, dont les marchés finaux sont en croissance (automobile, aéronautique, logistique) devraient voir de nombreuses opportunités se confirmer.

3.2. CARNET DE CLÔTURE ET ACTIVITÉ ATTENDUE EN 2016

Le Groupe termine l'année 2015 avec un carnet de clôture de 1 556 M€, en hausse de 62 M€ (dont 49 M€ d'effet périmètre) par rapport à celui de 2014. Il s'affiche donc en légère progression à périmètre constant, ce qui devrait lui assurer pour 2016 un niveau d'activité comparable à 2015 sur le périmètre historique. Mieux équilibré entre les différentes divisions, ce carnet devrait par ailleurs assurer une meilleure répartition de la charge.

3.3. PERSPECTIVES COMMERCIALES PAR LIGNES DE MÉTIERS

Automobile

Dans le domaine de l'automobile, le marché reste bien orienté, les principaux constructeurs mondiaux ayant dégagé des profits importants en 2015. La croissance devrait être portée, d'une part, par les programmes annoncés par les constructeurs américains et, d'autre part, par la poursuite de projets ciblés de la part des constructeurs européens. La Chine, bien que n'étant plus la locomotive de ces dernières années, n'en reste pas moins le premier marché mondial, et devrait également continuer d'investir, à un rythme toutefois ralenti.

Logistique

Dans le domaine de la logistique, la dynamique de croissance est toujours exceptionnelle. D'une part, plusieurs projets en cours au Japon, en Europe, aux États-Unis ou en Australie font partie de programmes plus larges s'étendant sur plusieurs années et permettent au Groupe de se positionner sur le long terme auprès de ses clients. D'autre part, le marché traditionnel s'ouvre désormais à de nouveaux acteurs issus de la distribution dans le secteur de la vente B2C et à de nouvelles géographies, notamment la Chine, dans le sillage du développement des grands leaders du secteur tels que JD.Com ou Alibaba.

Ciment

Dans le domaine du ciment, si la demande reste soutenue dans la majorité des régions émergentes, la baisse des prix des matières premières (au premier rang desquelles le pétrole) limite les ressources des producteurs d'Afrique, d'Amérique du Sud et du Moyen-Orient. Aucun rebond n'est donc anticipé sur ce marché avant 2017, peu de nouveaux projets capacitaires étant à l'étude pour 2016. Le Groupe dispose cependant d'un carnet de commandes conséquent lui assurant un bon niveau d'activité pour l'année à venir.

Aéronautique et industrie

Dans le domaine de l'aéronautique, de nombreux investissements sont attendus en 2016. Dans l'aéronautique civile, Boeing doit encore confirmer plusieurs programmes, de même que sa chaîne d'approvisionnement dont le mouvement de concentration en 2015 a retardé la majorité des projets en Amérique du Nord. Si Airbus arrive pour sa part au bout de sa «deuxième vague», avec des investissements attendus en baisse à partir de 2016, ses sous-traitants de rang 1 et 2 doivent encore placer de nombreuses commandes. Des opportunités sont également identifiées en Chine, où la croissance de la demande est forte, ainsi qu'au Japon. Enfin, dans le secteur de la défense, les programmes Rafale (Dassault Aviation) et F35 (Lockheed Martin) prévoient un doublement des cadences, favorisé par des carnets de commandes en progression.

Dans le domaine de l'industrie en revanche, la situation des marchés du pétrole et du gaz d'une part, et de la mine et des engins de chantier d'autre part, ne devrait pas connaître d'amélioration à courte échéance.

Métal

Dans le domaine de l'aluminium, la faiblesse des cours continue de peser sur les investissements capacitaires. En 2016, pour la quatrième année consécutive, aucun nouveau projet significatif de smelter n'est attendu de la part des grands producteurs. La baisse durable du coût de l'énergie devrait cependant les inciter à investir à nouveau à partir de 2017. Dans ce contexte, l'activité commerciale du Groupe se concentrera sur quelques projets d'aluminium primaire à l'étude dans des régions non traditionnelles (Asie, Amérique du Sud) auprès de nouveaux entrants ou d'acteurs locaux, sur les opportunités apportées par le segment de l'aluminium secondaire (la proportion d'aluminium recyclé étant en augmentation sous l'effet des considérations environnementales), ainsi que sur le développement des activités de services.

Dans le domaine de l'acier plat, si certains marchés offrent encore des opportunités (États-Unis, Japon ou Corée sur des équipements hautement technologiques ; Inde sur des équipements à bas coût ; activités de service), celles-ci ne peuvent compenser la quasi-absence de projets en Chine, dont il est acquis que le niveau d'investissements se situera très en-deçà de ces dix dernières années. Dans un secteur dont les perspectives sont durablement mal orientées, le Groupe travaillera à l'optimisation de ses ressources et à la valeur ajoutée de son offre.

Énergie

Dans le domaine de l'énergie, les cours du pétrole (et par ricochet des autres sources d'énergie) semblent devoir rester durablement bas. Le contexte de marché devrait donc, en 2016, être comparable à celui de 2015, un rebond de l'investissement n'apparaissant pas d'actualité à brève échéance.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

LE DIRECTOIRE

Fives est dirigé par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance à deux au moins et cinq au plus.

Composé actuellement de trois membres, le Directoire est en charge de la gestion de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans les seules limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Chaque membre du Directoire exerce, en outre, de façon plus spécifique la supervision d'un ou plusieurs pôles opérationnels du Groupe ainsi que d'une ou plusieurs directions fonctionnelles de Fives.

À l'égard du Conseil de surveillance, le Directoire :

- présente un rapport trimestriel sur la marche du Groupe, étayé par un budget révisé pour l'année en cours, auquel s'ajoute, en fin d'année, le budget initial pour l'année suivante ;
- dans un délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, arrête les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives et les communique au Conseil de surveillance ;
- communique le rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire annuelle ;
- l'informe des problématiques spécifiques pouvant présenter un enjeu majeur pour le Groupe.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La nomination des membres du Directoire et leur rémunération interviennent dans les conditions prévues par la loi ; leur révocation est prononcée par l'Assemblée générale des actionnaires. Le Directoire est nommé pour une durée de six ans. Les fonctions de tout membre du Directoire cessent de plein droit au jour de leur 65^e anniversaire.

COMPOSITION DU DIRECTOIRE

Frédéric Sanchez, 56 ans, Président du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.
Administrateur de la Compagnie des Gaz de Pétrole Primagaz.
Membre du Conseil de surveillance de Holding d'Infrastructures des Métiers de l'Environnement SAS.
Président et membre du Conseil d'administration de Cameron France Holding SAS.

Martin Duverne, 59 ans, membre du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Lucile Ribot, 49 ans, membre du Directoire.

Nommée à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf en cas de fusion, conformément aux dispositions légales applicables.

Actuellement composé de six membres depuis le 6 février 2015, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il se réunit au moins quatre fois par an pour examiner le rapport trimestriel que doit lui présenter ce dernier. Il vérifie et contrôle les documents afférents aux comptes sociaux et consolidés que lui remet le Directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

En 2015, il s'est réuni le 27 mars, le 25 juin, le 25 septembre et le 21 décembre.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi. Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'Assemblée générale détermine la rémunération éventuelle des membres du Conseil de surveillance. Le nombre de membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Conseil en fonction.

COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 67 ans, Président et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Directeur général de Gestao Empresarial.

Partner de Semco Partners.

Membre du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën.

Jacques Lefèvre, 78 ans, Président d'Honneur et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 20 décembre 2012 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats:

Administrateur de la Société Nationale d'Investissement Maroc.

Dominique Gaillard, 56 ans, Vice-président et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 17 octobre 2012 (et renouvelé le 25 juin 2013). Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian France.

Lise Fauconnier, 50 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommée à cette fonction le 17 octobre 2012 et renouvelée le 25 juin 2015, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian France.

Antonio Marcegaglia, 52 ans, membre du Conseil de surveillance. Nommé à cette fonction le 27 juin 2014, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Principaux autres mandats:

Président-Directeur général de Marcegaglia Spa.

Jean-Georges Malcor, 59 ans, membre du Conseil de surveillance. Nommé à cette fonction le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Directeur général et Administrateur de CGG.

Administrateur et membre du Comité d'audit et du Conseil de surveillance de STMicroelectronics.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par différents comités:

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Pour l'assister dans ses décisions, le Directoire a institué un Comité exécutif qui est composé des membres du Directoire ainsi que des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Organe de concertation, recommandations et exécution, le Comité exécutif se réunit pour instruire les dossiers et aider le Directoire à arrêter les décisions relevant de sa compétence. Il étudie les propositions émises par les Comités d'orientation et de coordination Pays ainsi que par les directions fonctionnelles de Fives. Il assure également la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques du Groupe.

Le Comité exécutif se réunit au moins quatre fois par an.

Au cours de l'année 2015, il s'est réuni le 2 avril, le 22 juin, le 21 septembre et le 8 décembre et a débattu des principaux sujets suivants :

- formation des résultats consolidés ;
- ressources humaines ;
- santé, sécurité, environnement ;
- éthique des affaires ;
- conformité des opérations d'exportation ;
- organisation du Groupe en Chine ;
- synergies intra groupe en matière d'offre produit.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Xavier Becquey, 46 ans,

Directeur de la performance opérationnelle.

Daniel Brunelli-Brondex, 55 ans,

Directeur Pays Inde.

Benoît Caratgé, 62 ans,

Directeur des activités Acier et Verre.

Bruno Carbonaro, 49 ans,

Directeur de l'activité Automobile.

Jean-Marie Caroff, 54 ans,

Directeur du développement international.

Alain Cordonnier, 55 ans,

Directeur de l'activité Ciment.

Sylvain Dulude, 53 ans,

Directeur Pays Amérique du Nord.

Arnaud Lecœur, 45 ans,

Directeur juridique.

Fabrizio Mazzoni, 59 ans,

Directeur de l'activité Logistique.

Frédéric Renaud, 63 ans,

Directeur Pays Italie.

Luigi Russo, 42 ans,

Directeur de l'activité Combustion.

Michelle XY Shan, 50 ans,

Directeur Pays Chine.

Paule Viallon, 50 ans,

Directeur des ressources humaines.

Hugues Vincent, 60 ans,

Directeur de l'activité Aluminium.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- anime, le cas échéant, le Comité de coordination et d'orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des services fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du pays ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées ;
- informe Fives des difficultés d'application de ses instructions et directives dues notamment aux particularismes locaux ;
- relaie Fives dans le processus d'intégration des sociétés nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

LES COMITÉS DE COORDINATION ET D'ORIENTATION PAYS

Ces Comités ont pour objet d'assurer, par zone géographique, une large concertation sur la stratégie et la situation de Fives, ainsi que sur les politiques transverses au sein du Groupe.

Ils sont composés, outre les membres du Comité exécutif, des Directeurs Généraux (ou fonctions équivalentes) et des directeurs fonctionnels de Fives ou du pays concerné.

Les Comités de coordination et d'orientation Pays se réunissent trois à quatre fois par an sous la présidence :

- des Directeurs Pays pour l'Amérique du Nord, la Chine, l'Inde et l'Italie,
- du Président du Directoire de Fives pour la France.

LE COMITÉ DES COMPTES

Le Comité des comptes, organe d'information du Conseil de surveillance, est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des comptes.

Lise Fauconnier, membre du Comité des comptes.

Jacques Lefèvre, membre du Comité des comptes.

Assistent également à ce Comité, le Président du Directoire, le Directeur financier, le Directeur du contrôle financier Groupe, le Directeur de la Consolidation, la Trésorière Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes de la société.

Sa mission consiste principalement à :

- examiner et évaluer les documents financiers diffusés par Fives dans le cadre de l'arrêté de ses comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- donner un avis au Conseil de surveillance sur les éventuelles modifications des principes et règles comptables mises en œuvre ;
- examiner les modalités d'exercice du contrôle interne et externe en rapport avec les comptes consolidés de la société.

Le Comité des comptes se réunit au moins deux fois par an. En 2015, il s'est réuni le 27 mars et le 25 septembre.

LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de proposer au Conseil de surveillance la nomination des membres du Directoire, le renouvellement éventuel de ces derniers, ainsi que le montant de leur rémunération.

Il est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des nominations et des rémunérations.

Jean-Georges Malcor, membre du Comité des nominations et des rémunérations.

En 2015, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni le 27 mars et le 30 octobre.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et les règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité ainsi que le comportement des personnels, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par pôle d'activité ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe, d'un Manuel des directives et recommandations, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs généraux (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

–**Ernst & Young et Autres**, représenté par Pierre Jouanne, Commissaire aux comptes titulaire, nommé le 27 juin 2012.

–**Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin. Commissaire aux comptes titulaire, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

–**Auditex**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

–**Beas**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes individuels et consolidés annuels. Les comptes individuels et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2015 à 102 723 764€. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2015.

Actionnariat

Le principal actionnaire de Fives au 31 décembre 2015 est la société Novafives. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99%.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2015, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au titre des exercices 2013, 2014 et 2015.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 27-29 rue de Provence, 75009 Paris.

Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance depuis le 13 septembre 2001.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Répartition statutaire des bénéfices

(résumé de l'article 23 des statuts)

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

La mise en paiement des dividendes ou d'acomptes sur dividendes s'effectue selon les modalités prévues par la loi.

Conditions de tenue des Assemblées générales

(résumé des articles 18, 19 et 21 des statuts)

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le Conseil aura désigné à cet effet.

L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales. Les Assemblées générales délibèrent et décident valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. Le droit de vote est exercé par les usufruitiers dans les Assemblées ordinaires et par les nus-propriétaires dans les Assemblées extraordinaires.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires sans exception. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, tenu au siège social.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux d'Assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les actionnaires au siège social.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	26	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	40
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	27	4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES	40
BILANS CONSOLIDÉS.....	28	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	40
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	30	5.1. ECL.....	40
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES	31	5.2. Lund.....	41
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	32	5.3. Autres mouvements de périmètre.....	42
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	32	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS.....	43
2. PRINCIPES COMPTABLES	32	6.1. Information par secteur opérationnel.....	43
2.1. Déclaration de conformité.....	32	6.2. Chiffre d'affaires.....	45
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés....	33	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	46
2.3. Présentation des états financiers.....	33	6.4. Frais de recherche et développement	46
2.4. Méthodes de consolidation.....	33	6.5. Autres produits et charges opérationnels	46
2.5. Jugements et estimations significatifs	33	6.6. Dotations aux amortissements incluses	
2.6. Transactions en devises étrangères.....	34	dans le résultat opérationnel courant	46
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro...	34	6.7. Résultat financier.....	47
2.8. Information sectorielle.....	34	6.8. Impôts courants et différés.....	47
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	34	6.9. Écarts d'acquisition.....	49
2.10. Frais de recherche et développement	35	6.10. Immobilisations incorporelles.....	49
2.11. Immobilisations incorporelles.....	35	6.11. Immobilisations corporelles.....	50
2.12. Immobilisations corporelles	36	6.12. Actifs financiers courants et non courants.....	51
2.13. Contrats de location-financement.....	36	6.13. Stocks et travaux en cours.....	52
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles.....	36	6.14. Contrats de construction.....	52
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	36	6.15. Créances clients.....	52
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	37	6.16. Autres actifs courants.....	53
2.17. Instruments dérivés	37	6.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie	53
2.18. Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	38	6.18. Tableau des flux de trésorerie	54
2.19. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction).....	38	6.19. Capitaux propres.....	55
2.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie	38	6.20. Provisions courantes et non courantes.....	55
2.21. Provisions	38	6.21. Dettes financières courantes et non courantes.....	59
2.22. Engagements en matière de retraites.....	39	6.22. Autres passifs courants et non courants.....	60
2.23. Provision pour médailles du travail	39	6.23. Contrats de location.....	61
2.24. Impôts sur les résultats.....	39	6.24. Gestion des risques financiers.....	61
		6.25. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories	65
		6.26. Engagements hors bilan.....	65
		6.27. Parties liées.....	65
		6.28. Honoraires des commissaires aux comptes.....	66
		6.29. Événements postérieurs à la clôture.....	66
		6.30. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2015	67

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2015	2014
Chiffre d'affaires	6.2	1 718 164	1 560 489
Coût des ventes		(1 340 755)	(1 167 133)
Ajustement de juste valeur des encours de production des acquisitions			(376)
Marge brute		377 409	392 980
Frais commerciaux		(105 590)	(93 287)
Frais administratifs		(161 815)	(154 347)
Frais de recherche et développement	6.4	(26 743)	(29 633)
Participation et intéressement des salariés		(2 542)	(3 603)
Autres produits et charges opérationnels	6.5	9 992	117
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.6	(26 678)	(19 581)
Résultat opérationnel courant		64 033	92 646
Coûts de restructuration		(5 415)	(3 910)
Pertes de valeur			
Résultat de cessions et frais d'acquisition		(2 108)	(390)
Résultat opérationnel		56 510	88 346
Coût de l'endettement financier net	6.7	(5 253)	(5 192)
Autres produits et charges financiers	6.7	24 446	28 280
Résultat financier		19 193	23 088
Résultat avant impôt		75 703	111 434
Charge d'impôt	6.8	(20 857)	(36 324)
Quote-part de résultat des S.M.E.		770	298
Résultat net de l'ensemble consolidé		55 616	75 408
Part du groupe Fives		54 416	74 908
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 200	500

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	2015	2014
Résultat net de l'ensemble consolidé		55 616	75 408
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(118)	257
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		32	(105)
Variation des écarts de conversion		11 730	12 801
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat		11 644	12 953
Gains et pertes actuariels	6.20	4 888	(2 842)
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels		(1 635)	945
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		3 253	(1 897)
Résultat global		70 513	86 464
Attribuable:			
- Groupe		68 989	86 020
- Participations ne donnant pas le contrôle		1 524	444

BILANS CONSOLIDÉS**ACTIFS**

En milliers d'euros	Notes	31.12.15	31.12.14*
Écarts d'acquisition	6.9	242 891	214 253
Immobilisations incorporelles	6.10	134 221	110 995
Immobilisations corporelles	6.11	187 889	166 595
Actifs financiers non courants	6.12	11 595	8 880
Impôts différés actifs	6.8	41 234	28 261
Actifs non courants		617 830	528 984
Stocks et travaux en cours	6.13	187 516	171 633
Contrats de construction - montants à l'actif	6.14	118 656	104 052
Créances clients	6.15	395 740	332 192
Autres actifs courants	6.16	99 914	64 091
Actifs financiers courants		3 332	7 787
Actifs d'impôts courants		8 648	18 424
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.17	178 096	165 607
Actifs courants		991 902	863 786
Total actif		1 609 732	1 392 771

*Les valeurs au 31 décembre 2014 ont été révisées (cf. note 4)

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.15	31.12.14*
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		252 747	182 135
Écarts de conversion		26 766	15 172
Résultat net part du Groupe		54 417	74 908
Capitaux propres - Part du Groupe		436 654	374 939
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		10 391	2 165
Capitaux propres	6.19	447 045	377 104
Provisions non courantes	6.20	69 250	64 989
Passifs financiers non courants	6.21	79 496	97 572
Autres passifs non courants	6.22	44 495	4 996
Impôts différés passifs	6.8	4 678	6 412
Passifs non courants		197 919	173 969
Provisions courantes	6.20	107 737	104 229
Dettes financières courantes	6.21	83 955	52 030
Contrats de construction - montants au passif	6.14	207 708	214 026
Fournisseurs et comptes rattachés		325 751	258 321
Dettes d'impôts courants		9 958	12 478
Autres passifs courants	6.22	229 659	200 614
Passifs courants		964 768	841 698
Total passifs et capitaux propres		1 609 732	1 392 771

*Les valeurs au 31 décembre 2014 ont été retraitées (cf. note 4)

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2015	2014
Trésorerie à l'ouverture		163 975	242 404
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		55 616	75 408
Élimination de la variation des provisions non courantes		(1 866)	(4 082)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		51 921	42 058
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		2 311	46
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		(770)	(298)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(31 787)	(33 564)
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		20 857	36 324
Élimination du coût de l'endettement financier net		5 253	5 192
Capacité d'autofinancement		101 535	121 084
Variation du BFR liée à l'activité	6.18	(30 749)	(44 130)
Impôts sur les sociétés payés		(29 339)	(39 212)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		41 447	37 742
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(22 253)	(21 935)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		5 761	808
Variation des actifs financiers		(1 110)	(498)
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise		(12 306)	(4 930)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(29 908)	(26 555)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(640)	(695)
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle			(540)
Variation des dettes financières		4 510	(91 857)
Intérêts financiers nets décaissés		(3 914)	(5 673)
Flux de trésorerie sur opérations de financement		(44)	(98 765)
Incidence de la variation des cours de change		492	9 149
Variation de trésorerie		11 987	(78 429)
Trésorerie à la clôture	6.18	175 962	163 975

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2015	102 724	267 222	(10 979)	15 172		800	374 939	2 165	377 104
Résultat net de la période		54 416					54 416	1 200	55 616
Autres éléments du résultat global			3 191	11 468		(86)	14 573	324	14 897
Résultat net et autres éléments du résultat global		54 416	3 191	11 468		(86)	68 989	1 524	70 513
Distribution de dividendes								(640)	(640)
Variation de périmètre		(7 342)					(7 342)	7 342	
Autres variations		(64)	3	126		3	68		68
Capitaux propres au 31.12.2015	102 724	314 232	(7 785)	26 766		717	436 654	10 391	447 045

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2014	102 724	192 146	(9 269)	2 560		537	288 698	3 021	291 719
Effets de la révision des valeurs d'entrée Fives OTO		(609)					(609)		(609)
Effets de la révision IFRIC 21		686					686		686
Capitaux propres au 01.01.2014 retraités	102 724	192 223	(9 269)	2 560		537	288 775	3 021	291 796
Résultat net de la période		74 908					74 908	500	75 408
Autres éléments du résultat global			(1 783)	12 743		152	11 112	(56)	11 056
Résultat net et autres éléments du résultat global		74 908	(1 783)	12 743		152	86 020	444	86 464
Distribution de dividendes								(725)	(725)
Variation de périmètre		59					59	(570)	(511)
Autres variations		32	73	(131)		111	85	(5)	80
Capitaux propres au 31.12.2014	102 724	267 222	(10 979)	15 172		800	374 939	2 165	377 104

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la « Société ») est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 27-29 rue de Provence, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les sociétés du groupe Fives ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Directoire qui les a arrêtés le 25 mars 2016. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 30 juin 2016.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2015. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les textes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015, sont :

- améliorations annuelles 2011-2013, sans incidence sur les comptes ;
- IFRIC 21 « Droits ou taxes », cette interprétation précise que les droits ou taxes doivent être enregistrés au passif dès leur date d'exigibilité et que ce passif ne peut être anticipé. L'effet sur les comptes consolidés est détaillé en note 4 « Comparabilité des exercices ».

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2015, des normes et interprétations dont l'application n'est pas encore obligatoire ou qui n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'Union européenne :

- IFRS 9 et compléments « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019, mais non encore adoptée au niveau européen) ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » ;
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs dans une entreprise associée et une coentreprise » ;
- Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ;
- Amendements à IAS 1 « Initiative Informations à fournir » ;
- Amendements à IAS 7 Etat des flux de trésorerie – Initiative concernant les informations à fournir (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017, mais non encore adoptés au niveau européen) ;
- Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé pour des pertes non réalisées (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017, mais non encore adoptés au niveau européen) ;
- Amendements à IAS 19 Avantages au personnel – Cotisations des employés (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} février 2015) ;
- Amendements à IAS 16 et 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- Améliorations annuelles 2010-2012 ;
- Améliorations annuelles 2012-2014.

Le Groupe en étudie actuellement les impacts potentiels sur ses comptes.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm#adopted-commission.

2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 «Présentation des états financiers», les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu'il a le pouvoir d'affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Il y a présomption de contrôle exclusif lorsque la détention des droits de vote, directe et indirecte, est supérieure à 50%. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences des transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales et entreprises associées est présentée en note 6.30.

2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de construction et de services à long terme et provisions y afférentes

Le chiffre d'affaires et la marge brute des contrats de construction et contrats de services à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels et corporels amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.6. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères», les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante:

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne «Écarts de conversion».

2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Directoire afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Directoire est le «principal décideur opérationnel» du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

L'information par secteur opérationnel est présentée en note 6.1.

2.9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises.
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat.
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne « résultat de cessions et frais d'acquisitions » du compte de résultat.
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS 10 directement en capitaux propres.
- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés.
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;

- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

Ces conditions n'étant pas réunies pour les projets de développement en cours sur les périodes présentées, aucune dépense n'a été immobilisée.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France et aux Etats-Unis. Ces crédits d'impôt, assis sur les dépenses de recherche et développement, sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne « frais de recherche et développement ». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 « Subventions ».

2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (1 à 5 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne « amortissements des incorporels liés aux acquisitions » du compte de résultat consolidé.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction : 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre : 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques : 15 à 20 ans ;
- agencements : 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines : 15 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages : 5 à 15 ans.

2.13. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; en contrepartie, il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation :

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition : à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs : dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise...).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 6.9.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite sur la ligne « Pertes de valeur » du compte de résultat.

2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs disponibles à la vente	Juste valeur	Capitaux propres
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur	Juste valeur	Résultat

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Actifs disponibles à la vente

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

Clauses de complément de prix

Les dettes de complément de prix sur achat de participations sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. La valeur initiale est réévaluée par le résultat à chaque arrêté. La variation de juste valeur est inscrite en résultat opérationnel ou en résultat financier selon qu'elle est causée par un élément opérationnel ou par le passage du temps. Les dettes de complément de prix sont inscrites sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur. La variation de valeur de ces engagements est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont inscrits sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices COFACE change.

Dans le cas de la couverture du risque de taux, il s'agit principalement de swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés désignés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La majorité des dérivés de taux et de change utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couvertures de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.18. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est composé des revenus des contrats de construction, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités du Groupe.

Contrats de construction

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction ou de finalité. Les contrats de construction présentent un degré de complexité et/ou d'intégration élevé, impliquant généralement la réalisation d'études spécifiques. Les revenus sont liés à l'atteinte de performances garanties dans des délais définis contractuellement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés selon la méthode de l'avancement, au fur et à mesure de l'exécution des contrats. Le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat est déterminé par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison.

La marge à terminaison est estimée sur la base d'analyses des coûts et des recettes à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

Pour chaque contrat de construction, le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées

et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées, est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique « Contrats de construction – montants à l'actif ». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique « Contrats de construction – montants au passif ».

L'excédent des facturations émises sur les encaissements reçus figure en créances clients.

Le stade de 100% d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Ventes de biens et prestations de services

La comptabilisation des ventes de biens et des prestations de services relève de la norme IAS 18 qui précise les critères de reconnaissance du revenu :

- les produits d'une vente de biens, tels les équipements ou les machines isolés, sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété du matériel ;
- les produits relatifs à une prestation de services sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

2.19. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS CONTRATS DE CONSTRUCTION)

Les stocks et travaux en cours (hors contrats de construction) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.21. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la

meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats de construction en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques « Contrats de construction – montants à l'actif » ou « Contrats de construction – montants au passif ».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts.

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats de construction sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les provisions sont détaillées en note 6.20.

2.22. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 – Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.23. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés

présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.24. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et de l'IRAP

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises et de l'IRAP pour les entreprises italiennes, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE et l'IRAP comme un impôt sur les résultats.

Traitement des différents crédits d'impôt liés à la recherche et à la propriété intellectuelle

Le Groupe analyse chaque dispositif pour déterminer s'il s'assimile à une subvention, comptabilisée selon IAS 20 dans le résultat opérationnel courant, ou à une moindre taxation des profits rattachables à la propriété intellectuelle, alors comptabilisée en impôts selon IAS 12.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs

d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'environnement commercial de l'année 2015 a été marqué par la chute du prix du pétrole, qui a fortement affecté l'investissement industriel aux États-Unis, d'une part, et limité les sources de financement des principales régions productrices (Russie, Moyen-Orient, Afrique), d'autre part. Plus généralement, la baisse des cours des produits de base a porté un coup d'arrêt à la croissance des pays émergents, tandis qu'en Chine, les difficultés de financement, couplées aux surcapacités structurelles dans plusieurs secteurs industriels, pèsent sur l'investissement.

Par rapport à l'année 2014, la forte baisse du cours moyen de l'euro par rapport au dollar, ainsi que par rapport à l'ensemble des autres devises fonctionnelles des sociétés du Groupe, a en revanche un effet favorable sur les principaux agrégats de l'exercice 2015.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 1718 M€ en 2015, dont un effet périmètre de 48 M€ et un effet de change favorable de 96 M€. A périmètre et change constants, il s'établit donc en très légère hausse (+ 16 M€) par rapport à 2014 (1560 M€).

Le taux de marge brute s'affiche pour sa part en baisse, du fait d'un mix de chiffre d'affaires différent (volume de commandes courantes inférieur du fait de l'environnement commercial, compensé par du chiffre d'affaires sur des grands contrats d'ensemble) et d'une pression sur les marges dans les segments les plus affectés par l'environnement commercial, notamment l'acier (division métal) et l'énergie.

Le résultat opérationnel courant s'affiche ainsi à 64 M€ en 2015, en baisse de 29 M€ par rapport à 2014 malgré un effet périmètre de 11 M€ et un effet de change favorable de 6 M€.

4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

La première application de l'interprétation IFRIC 21 a conduit le Groupe à reporter dans le temps la constatation de la dette de C3S (Organic) dans les autres passifs courants. Ainsi, à l'ouverture des comptes 2014, la dette anticipée de C3S auparavant provisionnée en 2013 a été extournée, conduisant à une amélioration des capitaux propres (net des effets d'impôt) de 0,7 M€.

Au 31 décembre 2014, l'impact est non significatif dans le résultat.

Au 31 décembre 2015, l'application de la norme conduit à comptabiliser une charge complémentaire de 0,5 M€ dans le résultat opérationnel courant.

5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2015 figure en note 6.30.

5.1. ECL

Prise de contrôle du sous-groupe ECL

Le 9 juillet, le Groupe a finalisé l'acquisition d'ECL, devenue Fives ECL, spécialiste de la conception et de l'installation d'équipements nécessaires à la production d'aluminium primaire, notamment les machines de service des cuves d'électrolyse (MSE), les machines de service des fours de cuisson d'anodes et les machines de scellement des anodes.

Fives ECL dont le siège est établi à Ronchin (Nord, France) a, par ailleurs, développé une offre de services à forte valeur ajoutée (pièces de rechange, maintenance, modernisation) s'appuyant sur des filiales dédiées dans les principales zones productrices d'aluminium : Canada, Australie, Afrique du Sud et Moyen-Orient.

La complémentarité des expertises techniques et des organisations commerciales de Fives et de Fives ECL dans le domaine de l'aluminium permettra au nouvel ensemble de présenter des offres couvrant une large gamme d'équipements clés de procédés.

Les états financiers du Groupe intègrent les comptes du groupe ECL à compter du 1^{er} juillet 2015, le 30 juin étant l'arrêté comptable du groupe ECL le plus proche de la date d'acquisition.

Valeur d'acquisition et autres informations relatives à la transaction

La contrepartie transférée pour 100% du groupe ECL s'élève à 16,1 M€ à laquelle s'ajoute une clause de complément de prix fonction des volumes de ventes des exercices 2016 à 2020.

Les frais d'acquisition encourus en 2015 se sont élevés à 1,7 M€ avant effet d'impôt. Ils sont inclus dans le poste « Résultat de cessions et frais d'acquisition ».

Travaux d'évaluation et affectation du prix d'acquisition

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le Groupe a finalisé l'affectation du prix d'acquisition.

Les retraitements opérés dans le cadre du bilan d'entrée ont été comptabilisés sur la base d'évaluations réalisées en interne pour l'homogénéisation des méthodes comptables et l'évaluation des passifs éventuels ; les valeurs des actifs incorporels acquis ont été comptabilisées sur la base des travaux d'un cabinet d'évaluation externe.

Les principaux éléments identifiés sont les suivants :

Homogénéisation des méthodes comptables

Une revue de l'ensemble des contrats en carnet, en cours d'exécution et en garantie a été réalisée afin de s'assurer que leur comptabilisation soit conforme aux principes et pratiques du Groupe.

Juste valeur des marques et technologies

La juste valeur des technologies et des marques a été déterminée en utilisant la méthode dite des redevances, basée sur des flux de trésorerie actualisés - DCF nets d'impôt -, fondée sur des données de marché et sur l'estimation d'un taux de royalties qui serait à verser pour l'utilisation des technologies et marques considérées.

Les principales hypothèses sont relatives aux volumes de ventes générés par les technologies identifiées et aux marges associées, à l'efficacité de la protection intellectuelle mise en œuvre, au degré de difficulté à pénétrer le marché et au risque d'obsolescence.

Juste valeur du carnet de commandes

Le carnet de commandes a été valorisé en fonction des attentes légitimes de gains ou de pertes futurs que représentent ces engagements.

Estimation des passifs éventuels

Le Groupe a procédé à une revue des engagements de la société et a provisionné les éléments correspondant à une sortie de ressources probables.

La différence entre le prix d'acquisition et les actifs identifiés fait ressortir un badwill de 11,3M€, comptabilisé en compte de résultat dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels». Ce badwill est le reflet des pertes opérationnelles attendues au cours des deux prochaines années du fait du cycle bas de l'aluminium.

Après prise en compte de ce badwill, la contribution du groupe Fives ECL au résultat opérationnel courant du Groupe au cours de la période de reporting est la suivante:

En milliers d'euros	Contribution aux comptes consolidés (6 mois)
Chiffre d'affaires	40 283
Résultat opérationnel courant	11 439
Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel	(2 514)

ECL est présenté dans le secteur opérationnel Métal.

5.2. LUND

Prise de contrôle de Lund Engineering Inc.

Le 31 août, le Groupe a finalisé l'acquisition de 75% de Lund Engineering, société spécialisée dans l'ingénierie, la conception et la réalisation d'équipements électromécaniques pour la fabrication de pièces en composites dans l'aéronautique.

Basée à Seattle (États-Unis), Lund Engineering, devenue Fives Lund LLC, est un partenaire privilégié des grands donneurs d'ordre, notamment Boeing, en particulier pour la conception et la réalisation de nouvelles machines ou procédés de fabrication.

Cette acquisition permet à Fives d'élargir son offre pour l'automatisation de la fabrication de pièces en composites, avec une gamme d'équipements complémentaires de celle du Groupe et une grande maîtrise des procédés.

Les états financiers du Groupe intègrent les comptes de Fives Lund LLC à compter du 1er septembre 2015.

Valeur d'acquisition et autres informations relatives à la transaction

La contrepartie transférée pour 75% des parts s'élève à 22,7M\$, à laquelle s'ajoute une clause de complément de prix fonction des résultats des exercices 2015 à 2017.

Le Groupe est par ailleurs engagé à racheter les 25% de participations ne donnant pas le contrôle au plus tard en 2019, à un prix fonction des résultats des exercices 2017 et 2018.

Les frais d'acquisition encourus en 2015 se sont élevés à 0,6M€ avant effet d'impôt. Ils sont inclus dans le poste « Résultat de cessions et frais d'acquisition ».

Travaux d'évaluation et affectation du prix d'acquisition

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture à leur juste valeur à la date d'acquisition. Conformément aux dispositions de cette norme, le Groupe dispose de douze mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition.

Les retraitements opérés dans le cadre du bilan d'entrée ont été comptabilisés sur la base d'évaluations réalisées en interne.

Les principaux éléments identifiés sont les suivants :

Homogénéisation des méthodes comptables

Une revue de l'ensemble des contrats en carnet, en cours d'exécution et en garantie a été réalisée afin de s'assurer que leur comptabilisation soit conforme aux principes et pratiques du Groupe.

Juste valeur des relations client

La juste valeur de la relation client a été déterminée en utilisant la méthode dite des bénéficiaires excédentaires multi-périodes. Les principales hypothèses sont relatives aux volumes de ventes générés par ces relations et aux marges associées ainsi qu'au taux d'attrition retenu.

Juste valeur du carnet de commandes

Le carnet de commandes a été valorisé en fonction des attentes légitimes de gains ou de pertes futurs que représentent ces engagements.

Estimation des passifs éventuels

Le Groupe a procédé à une revue des engagements de la société et a provisionné les éléments correspondant à une sortie de ressources probables.

La contribution de Fives Lund LLC au résultat opérationnel courant du Groupe au cours de la période de reporting est la suivante :

En milliers d'euros	Contribution aux comptes consolidés (4 mois)
Chiffre d'affaires	6 731
Résultat opérationnel courant	13
Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel	(779)

Lund est présenté dans le secteur opérationnel Aéronautique et industrie.

5.3. AUTRES MOUVEMENTS DE PÉRIMÈTRE

En mars 2015, le Groupe a acquis 100% de la société Ernst Polack GmbH, qui distribue et effectue la maintenance sur le territoire allemand des machines de rectification orbitables produites par Fives Landis. Elle est présentée au sein du secteur opérationnel Automobile.

Les sociétés Fives Cinetic Mexico SA de CV, Shanghai Fives Mechanical & Electrical Equipment Co Ltd et Fives Keods, détenues à 100%, ont été intégrées au périmètre de consolidation au 1er janvier 2015. Ces sociétés constituent le prolongement de l'activité du Groupe respectivement dans l'automobile au Mexique, dans l'automobile et la logistique en Chine et dans l'expertise process pour la sidérurgie.

6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Le Groupe a revu en 2015 sa segmentation opérationnelle afin d'améliorer la lisibilité de ses marchés finaux, en cohérence avec son organisation managériale. Quatre changements ont ainsi été apportés :

- **Le pôle automobile/logistique** est désormais séparé en deux pôles distincts.
- **L'activité de maintenance industrielle**, historiquement liée à la logistique, a été reclassée dans le pôle aéronautique et industrie.
- **L'activité de réalisation d'équipements de production et de finition de tubes**, antérieurement présentée dans le pôle métal, a été reclassée dans le pôle énergie.
- **L'activité de Fives ITAS** (société acquise en 2014 et spécialisée dans la fourniture de systèmes de combustion), antérieurement présentée dans le pôle ciment, a été reclassée dans le pôle énergie.

Dans un souci de comparabilité, ces reclassements ont également été opérés dans les chiffres présentés dans ce document au titre de l'année 2014.

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

Automobile: le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usinage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile.

Logistique: le pôle conçoit des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie, de transport et de distribution.

Ciment: l'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs de matière (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main.

Énergie: le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur les segments des systèmes de combustion industrielle haute performance, des équipements de production et de finition de tubes, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, ainsi que de la bioénergie et du sucre. Par ailleurs, sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.

Métal: le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat et de verre. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des fours de réchauffage de grande capacité, ainsi que des lignes de traitement de la bande d'acier. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où le Groupe fournit des lignes de production de verre creux et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

Aéronautique et industrie: le pôle aéronautique et industrie propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des secteurs minier et des hydrocarbures notamment. Il propose par ailleurs des solutions de maintenance industrielle préventive et corrective.

Autres: activités de holdings, ou communes aux autres activités.

Information par secteur opérationnel

	2015	2014
Automobile	314 459	273 554
Logistique	218 713	180 301
Ciment	232 703	587 852
Énergie	334 886	398 082
Métal	259 189	213 070
Aéronautique et industrie	342 638	212 173
Autres	5 198	
Total enregistrements de commandes	1 707 786	1 865 032
Automobile	333 025	356 588
Logistique	179 194	146 020
Ciment	318 514	150 627
Énergie	364 522	408 826
Métal	277 879	262 062
Aéronautique et industrie	239 941	236 366
Autres	5 089	
Total chiffre d'affaires	1 718 164	1 560 489
Automobile	28 812	34 685
Logistique	14 508	10 581
Ciment	19 482	17 574
Énergie	5 298	14 784
Métal	20 665	27 349
Aéronautique et industrie	(19 707)	(5 035)
Autres	(5 025)	(7 292)
Total résultat opérationnel courant	64 033	92 646
Automobile	34 051	38 821
Logistique	16 386	12 256
Ciment	21 119	18 861
Énergie	22 324	30 809
Métal	28 057	30 636
Aéronautique et industrie	(2 001)	10 419
Autres	(3 982)	(6 722)
Résultat opérationnel courant avant amortissements	115 954	135 080

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.15	Automobile	Logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et industrie	Autres	Total
Écart d'acquisition	29 475	17 590	1 956	82 560	33 674	77 636		242 891
Immobilisations corporelles et incorporelles	51 992	14 649	7 402	100 790	52 493	92 258	2 526	322 110
Total actifs sectoriels	81 467	32 239	9 358	183 350	86 167	169 894	2 526	565 001
Autres actifs								1 044 731
Total actif								1 609 732

6.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	2015	2014
Contrats de construction	1 039 153	867 327
Prestations de services	203 877	173 571
Vente de biens	475 134	519 591
Total	1 718 164	1 560 489

Chiffre d'affaires par zone de destination

	2015	2014
Europe	511 609	546 992
Afrique et Moyen-Orient	316 489	166 688
Amérique	521 091	450 373
Asie et Océanie	368 975	396 436
Total	1 718 164	1 560 489

Chiffre d'affaires par zone d'origine

	2015	2014
Europe	1 083 251	987 690
Afrique et Moyen-Orient	20 321	26 351
Amérique	461 363	418 213
Asie et Océanie	153 229	128 234
Total	1 718 164	1 560 489

Information relative aux principaux clients

Comme en 2014, aucun client du Groupe n'a représenté plus de 5% du chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

6.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de personnel

	2015	2014
Charges de personnel	544 390	489 690
Effectif total à fin de période ⁽¹⁾	8 298	7 745

* (1) dont 631 pour ECL et Lund à fin 2015

La variation des charges de personnel inclut un effet de change de 32 M€ et un effet de périmètre de 30 M€.

Effectifs à fin de période

Par catégorie	2015	2014
Ingénieurs et cadres	3 491	3 205
Agents de maîtrise et employés	3 204	2 833
Ouvriers	1 603	1 707
Total	8 298	7 745

Par type de contrat	2015	2014
CDI	7 844	7 357
CDD	294	255
Contrats en alternance et stages	160	133
Total	8 298	7 745

6.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	2015	2014
Frais de recherche et développement bruts	(36 155)	(33 104)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	9 412	3 471
Total	(26 743)	(29 633)

6.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels de l'exercice 2015 s'élèvent à 10,0 M€ et incluent principalement le badwill de 11,3 M€ constaté lors de l'acquisition du groupe ECL (cf. note 5.1).

6.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes:

	2015	2014
Inclus dans le coût des ventes	(15 509)	(12 652)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(9 734)	(9 825)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(26 678)	(19 581)
Total	(51 921)	(42 058)

6.7. RÉSULTAT FINANCIER

Coût de l'endettement financier net

	2015	2014
Charges financières :		
- sur dettes bancaires brutes	(3 074)	(2 487)
- sur location financement	(47)	(82)
Autres charges d'intérêt	(2 017)	(3 497)
Étalement des frais d'émission	(1 261)	(1 106)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(6 399)	(7 172)
Produits d'intérêts et produits assimilés	1 146	1 980
Total	(5 253)	(5 192)

Autres produits et charges financiers

	2015	2014
Revenus des participations	88	38
Résultat de change	28 262	31 695
- Profits (pertes) de change	28 295	32 246
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(33)	(552)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(1 609)	(1 743)
Dotation nette aux provisions financières	64	(1 042)
Autres éléments financiers	(2 359)	(668)
Total	24 446	28 280

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent lié à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert des emprunts en dollars souscrits par Fives et des prêts intragroupe en devise consentis par Fives :

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American en 2008, Fives Bronx en 2010, Fives Machining Systems en 2013 et Fives Lund en 2015 ;
- en livres sterling à Fives UK Holding Ltd, dans le cadre du transfert à cette entité des sociétés anglaises initié fin 2012 et poursuivi en 2013.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 6.24.

6.8. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Analyse de la charge d'impôt

	2015	2014
CVAE et IRAP	(5 030)	(5 716)
Impôt exigible	(24 505)	(31 112)
Sous-total impôt exigible	(29 535)	(36 828)
Impôt différé	8 678	(504)
Total	(20 857)	(36 324)

Taux effectif d'impôt

	2015	2014
Résultat avant impôt	75 703	111 434
Taux d'impôt de la maison mère	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôt théorique	(26 065)	(38 367)
Incidence:		
Différences de taux	3 078	4 852
Variation des impôts différés actifs non reconnus	(266)	2 163
Différences permanentes et autres éléments	5 868	(986)
(Charge)/produit d'impôt	(17 384)	(32 338)
Taux d'impôt effectif	22,96%	29,02%
Effet de la CVAE et de l'IRAP	(3 473)	(3 986)
(Charge)/produit d'impôt constaté	(20 857)	(36 324)

Impôt exigible des sociétés françaises

Fives et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% font partie du périmètre d'intégration fiscale formé depuis le 1^{er} janvier 2013 par Novafives (listé en note 6.30). L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de Novafives.

Groupes d'intégration fiscale

Le Groupe déclare ses résultats au sein d'intégrations fiscales aux États-Unis et en Italie ; l'effet pratique est de considérer l'ensemble des entités membre d'une intégration comme une seule entité fiscale. Le Groupe utilise également le mécanisme du group relief en Grande-Bretagne qui permet la compensation des gains et pertes entre entités faisant partie d'un même groupe durant un exercice fiscal.

Impôts différés

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.24.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit:

	31.12.14		Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conv. et autres	31.12.15	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif					Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	16 673		(1 174)	(1 636)	1 280	779	15 922	
Déficits fiscaux reportables			10 378		5 869	1 520	17 767	
Réévaluations	2 166	(17 016)	(1 020)		(5 236)	(2 922)	6 497	(30 525)
Autres différences temporaires	39 721	(17 280)	760	31	499	5 217	37 677	(8 728)
Impôts différés actif (passif) bruts	58 560	(34 296)	8 944	(1 605)	2 412	4 595	77 863	(39 253)
Limitation des impôts différés actifs	(2 415)		(266)			627	(2 054)	
Compensation	(27 884)	27 884					(34 575)	34 575
Impôts différés actifs reconnus	28 261	(6 412)	8 678	(1 605)	2 412	5 222	41 234	(4 678)
Impôts différés nets	21 849						36 556	

6.9. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.14 Net	Variation de périmètre	Transfert	Variation de change et autres	31.12.15 Net
Automobile	41 364		(17 590)	5 701	29 475
Logistique			17 590		17 590
Ciment	6 676		(4 835)	115	1 956
Énergie	66 131		17 535	(1 106)	82 560
Métal	44 147		(12 700)	2 227	33 674
Aéronautique et industrie	55 935	14 812		6 889	77 636
Total	214 253	14 812		13 826	242 891

En cohérence avec la révision exposée en note 6.1, le Groupe a procédé à la réallocation des écarts d'acquisition sur la base de la valeur relative des UGT réorganisées.

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2015 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- plan moyen terme 2016-2019 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2014) ;
- taux d'actualisation: 10% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2014).

Aucune dépréciation n'est apparue nécessaire. La réallocation des écarts d'acquisition n'a pas eu d'impact sur le résultat des tests.

Analyse de sensibilité

Sensibilité aux taux

Des tests ont été menés avec la combinaison des hypothèses défavorables suivantes : hausse de 1% du taux d'actualisation et baisse de 1% du taux de croissance de la valeur terminale.

Sur ces bases, il ne conviendrait pas de constater de pertes de valeur.

Sensibilité aux flux

En cas de dégradation de 10% des flux de trésorerie long terme estimés de n'importe lequel des six secteurs du Groupe, il ne conviendrait pas de constater de perte de valeur.

6.10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31.12.15			31.12.14		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	104 968	(36 019)	68 949	82 812	(23 638)	59 175
Marques acquises	26 262	(9 005)	17 257	19 324	(3 865)	15 459
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	68 788	(34 890)	33 898	48 212	(20 825)	27 387
Concessions, brevets et licences	33 499	(25 406)	8 093	26 499	(20 821)	5 678
Autres immobilisations incorporelles	13 958	(7 934)	6 024	10 166	(6 868)	3 298
Total	247 475	(113 254)	134 221	187 013	(76 018)	110 995

Comptes consolidés au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.14	187 013	(76 018)	110 995
Acquisitions	3 526		3 526
Sorties et cessions	(672)	179	(493)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(30 215)	(30 215)
Reclassements	2 546	(1 492)	1 054
Variations de périmètre	39 385		39 385
Effet des variations de change	15 677	(5 708)	9 969
Solde au 31.12.15	247 475	(113 254)	134 221

Au 31 décembre 2014, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.13	163 057	(46 822)	116 235
Acquisitions	3 136		3 136
Sorties et cessions	(1 933)	1 932	(1)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(22 942)	(22 942)
Reclassements	4 513	(3 205)	1 308
Variations de périmètre	2 206		2 206
Effet des variations de change	16 034	(4 981)	11 053
Solde au 31.12.14	187 013	(76 018)	110 995

6.11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31.12.15			31.12.14		
	Brut	Amort./ Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	25 800	(340)	25 460	20 592	(308)	20 284
Terrains en crédit-bail	1 260		1 260	1 541		1 541
Constructions	158 477	(76 307)	82 170	144 372	(67 595)	76 777
Constructions en crédit-bail	9 647	(4 324)	5 323	11 758	(6 017)	5 741
Installations techniques, matériel et outillages	189 533	(140 679)	48 854	171 714	(126 582)	45 131
Autres immobilisations	56 887	(41 094)	15 793	51 433	(38 077)	13 356
Autres immobilisations en crédit-bail	430	(29)	401			
Immobilisations en cours	7 846	(56)	7 790	3 303	(56)	3 247
Avances sur immobilisations	838		838	518		518
Total	450 718	(262 829)	187 889	405 231	(238 636)	166 595

Au 31 décembre 2015, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.14	405 231	(238 636)	166 595
Acquisitions	19 868		19 868
Sorties et cessions	(6 800)	4 712	(2 088)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(21 725)	(21 725)
Reclassements	1 516	35	1 551
Variations de périmètre	17 527		17 527
Effet des variations de change	13 376	(7 215)	6 161
Solde au 31.12.15	450 718	(262 829)	187 889

Au 31 décembre 2014, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.13	381 711	(218 321)	163 390
Acquisitions	17 193		17 193
Sorties et cessions	(7 823)	7 003	(820)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(19 116)	(19 116)
Reclassements	(1 081)	(197)	(1 278)
Variations de périmètre	247		247
Effet des variations de change	14 984	(8 005)	6 979
Solde au 31.12.14	405 231	(238 636)	166 595

6.12. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

Actifs financiers non courants

	31.12.15			31.12.14		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Titres disponibles à la vente	7 758	(1 637)	6 121	6 748	(2 641)	4 107
Titres mis en équivalence	1 079		1 079	298		298
Créances rattachées à des participations	190	(84)	106	110	(88)	22
Autres immobilisations financières	4 487	(198)	4 289	4 643	(190)	4 453
Total	13 514	(1 919)	11 595	11 799	(2 919)	8 880

La variation de la valeur brute des titres disponibles à la vente inclut une diminution de juste valeur de 118 k€ au 31 décembre 2015 (86 k€ nets d'impôt).

L'échéancier de ces actifs financiers (hors titres disponibles à la vente) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2015 :

	31.12.15		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	106		106
Autres immobilisations financières	4 289	2 750	1 539
Total	4 395	2 750	1 645

Actifs financiers courants

	31.12.15			31.12.14		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Instruments dérivés actifs	1 514		1 514	5 220		5 220
Créances rattachées à des participations	225	(80)	145	360	(68)	292
Prêts	101		101	79		79
Intérêts courus sur créances et prêts	5		5	1		1
Autres	1 567		1 567	2 195		2 195
Total actifs financiers courants	3 412	(80)	3 332	7 855	(68)	7 787

6.13. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

	31.12.15			31.12.14		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	75 283	(18 278)	57 005	65 829	(16 511)	49 318
Encours de production sur contrats à l'achèvement	106 884	(5 056)	101 828	98 670	(4 379)	94 291
Produits intermédiaires et finis	38 278	(9 595)	28 683	37 866	(9 842)	28 024
Total	220 445	(32 929)	187 516	202 365	(30 732)	171 633

6.14. CONTRATS DE CONSTRUCTION

	31.12.15	31.12.14
Contrats de construction - montants à l'actif	118 656	104 052
Contrats de construction - montants au passif	(207 708)	(214 026)
Net	(89 052)	(109 974)

L'information cumulée relative aux contrats de construction en cours est la suivante:

	31.12.15	31.12.14
Coûts et marges dégagés à l'avancement	1 546 649	1 436 960
Facturation intermédiaire	(1 632 746)	(1 544 339)
Provisions pour pertes à terminaison	(2 955)	(2 595)
Net	(89 052)	(109 975)

6.15. CRÉANCES CLIENTS

	31.12.15			31.12.14		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Total des créances clients	407 005	(11 265)	395 740	343 095	(10 902)	332 192

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres*	Clôture
2015	(10 902)	(4 888)	6 754	(408)	(1 821)	(11 265)
2014	(11 235)	(1 763)	2 730	(526)	(108)	(10 902)

* résultant notamment des mouvements de périmètre

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2015:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2015	395 740	309 900	48 039	17 166	20 635
2014	332 192	258 216	35 222	19 850	18 904

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants :

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque de non-recouvrement.

6.16. AUTRES ACTIFS COURANTS

	31.12.15	31.12.14
Créances fiscales	44 443	17 261
Avances et acomptes versés	32 811	26 245
Créances diverses	13 719	9 889
Charges constatées d'avance	8 941	10 696
Total	99 914	64 091

6.17. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.15	31.12.14
Équivalents de trésorerie	66 248	50 774
Disponibilités	111 848	114 833
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	178 096	165 607

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	45 756	19 447					1 045	66 248
Disponibilités	45 731	13 112	8 669	20 690	3 879	4 697	15 070	111 848
Total 31.12.15	91 487	32 559	8 669	20 690	3 879	4 697	16 115	178 096
Swaps de change	(68 260)	20 851	5 586	14 729	17 929	4 631	4 534	
Total 31.12.15 avant swaps	23 227	53 410	14 255	35 419	21 808	9 328	20 649	178 096

Comptes consolidés au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2014, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	50 436						338	50 774
Disponibilités	26 656	18 823	6 656	30 547	11 299	2 902	17 950	114 833
Total 31.12.14	77 092	18 823	6 656	30 547	11 299	2 902	18 288	165 607
Swaps de change	(90 181)	38 493	17 264	5 671	18 751	10 002		
Total 31.12.14 avant swaps	(13 089)	57 316	23 920	36 218	30 050	12 904	18 288	165 607

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe.

6.18. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie nette

	31.12.15	31.12.14
Équivalents de trésorerie	66 248	50 774
Disponibilités	111 848	114 833
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	178 096	165 607
Concours bancaires courants	(2 134)	(1 632)
Total	175 962	163 975

Variation du BFR

	31.12.15	31.12.14	Variations	
			Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(187 516)	(171 633)	7 341	(23 223)
Contrats de construction - montant à l'actif	(118 656)	(104 052)	328	(14 933)
Créances clients	(395 740)	(332 192)	(27 222)	(36 326)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(99 498)	(64 186)	(24 139)	(11 172)
Contrats de construction - montant au passif	207 708	214 026	(6 631)	313
Fournisseurs et comptes rattachés	325 751	258 321	46 012	21 417
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	224 642	200 835	(6 275)	30 082
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	(43 311)	1 119	(10 587)	(33 843)
Provisions courantes	107 737	104 229	(20 162)	23 670
Besoin en fonds de roulement	64 426	105 348	(30 749)	(10 173)

* résultant notamment des mouvements de périmètre et des écarts de conversion

6.19. CAPITAUX PROPRES

Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires.

Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2015, comme au 31 décembre 2014, est composé de 2 185 612 actions de 47€ de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature ; le capital social s'élève ainsi à 102 723 764 €.

Actionnariat

L'actionnaire principal de Fives est la société Novafives qui détient 99,99% de son capital au 31 décembre 2015, suite à la fusion de FL Investco dans Novafives en 2015.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

6.20. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.14	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres*	31.12.15
Garantie	60 981	30 660	(11 830)	(35 896)	2 825	4 137	50 877
Litiges sur contrats	5 410	848	(661)	(3 014)	48	1 385	4 016
Pertes futures sur contrats	2 267	517	(1 258)	(1 085)	44	210	695
Charges sur commandes terminées	24 342	22 000	(14 155)	(9 986)	447	13 672	36 320
Autres provisions pour risques et charges	11 229	12 462	(5 472)	(3 292)	515	387	15 829
Total provisions courantes	104 229	66 487	(33 376)	(53 273)	3 879	19 791	107 737
Retraites	53 547	5 748	(5 560)	(1 924)	2 154	230	54 195
Autres avantages postérieurs à l'emploi	6 628	595	(517)	(127)	51	641	7 271
Autres provisions - part non courante	4 814	2 500	(2 529)	(51)	434	2 616	7 784
Total provisions non courantes	64 989	8 843	(8 606)	(2 102)	2 639	3 487	69 250

* résultant notamment des mouvements de périmètre

Au compte de résultat, les dotations et reprises se présentent de la manière suivante :

	2015	2014
Résultat opérationnel courant	24 667	16 392
Résultat opérationnel non courant	(893)	(768)
Résultat financier	(1 746)	(1 882)
Total dotations et reprises	22 028	13 742

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats autres que les contrats de construction, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.15	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	2,3%	3,7 - 4,2 %	3,7%	0,3%	2,3%	7,7 - 7,9%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	3,7 - 4,2 %	NA	NA	NA	7,7 - 7,9%
Taux d'augmentation des salaires	1,5 - 2%	NA	NA	2%	NA	5%

31.12.14	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	2,1%	3,4 - 3,8%	3,4%	0,3%	2,1%	7,9 - 8%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	3,4 - 3,8%	NA	NA	NA	7,9 - 8%
Taux d'augmentation des salaires	1,5 - 2%	NA	NA	2%	NA	5%

La valeur actuelle totale des obligations futures (« Defined Benefit Obligation ») s'élève à 98 354 k€ au 31 décembre 2015. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2015, l'engagement net à cette date s'établit à 54 195 k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de « désactualisation » de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 3 856 k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 2 248 k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1 608 k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève à 4 888 k€, hors effet d'impôt.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés concernent le TFR Italien, les médailles du travail en France ainsi qu'un engagement vis-à-vis des salariés d'une société japonaise.

	Engagements complémentaires de retraite						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier retraitée	24 864	9 543	68 539	2 304	711	419	106 380
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 757		315	24	56	96	2 248
Effet de l'actualisation	554	340	2 522	48		37	3 501
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime			(315)				(315)
Entrée de périmètre	3 718			1 444			5 162
Prestations payées	(2 770)	(959)	(13 472)	(84)		(82)	(17 367)
Nouveaux écarts actuariels	(4 354)	(384)	(1 864)	(106)		(63)	(6 771)
Écart de change et autres		1 080	4 332		78	26	5 516
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.15	23 769	9 620	60 057	3 630	845	433	98 354
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			52 537			296	52 833
Rendement réel des actifs du régime			(15)			26	11
Cotisations versées par l'employeur			1 708			68	1 776
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime			(315)				(315)
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(13 472)			(79)	(13 551)
Écart de change et autres			3 344			61	3 405
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.15			43 787			372	44 159
COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	23 769	9 620	16 270	3 630	845	61	54 195
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.15	23 769	9 620	16 270	3 630	845	61	54 195
COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2015							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 757		315	24	56	96	2 248
Effet de l'actualisation	554	340	2 522	48		37	3 501
Rendement attendu des actifs du régime			(1 868)			(25)	(1 893)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime							
Charge périodique nette comptabilisée en 2015	2 311	340	969	72	56	108	3 856
VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	24 864	9 543	16 002	2 304	711	123	53 547
Cotisations versées par l'employeur			(1 708)			(68)	(1 776)
Charge périodique nette comptabilisée	2 311	340	969	72	56	108	3 856
Prestations payées directement par l'employeur	(2 770)	(959)		(84)		(3)	(3 816)
Entrée de périmètre	3 718			1 444			5 162
Écarts actuariels	(4 354)	(384)	19	(106)		(63)	(4 888)
Écart de change et autres		1 080	987		78	(36)	2 110
Provision au bilan au 31.12.15	23 769	9 620	16 269	3 630	845	61	54 195

Comptes consolidés au 31 décembre 2015

En 2014, la variation se décomposait comme suit:

	Engagements complémentaires de retraite						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier retraitée	22 270	8 191	63 434	2 940	649	322	97 805
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 554		342	21	67	43	2 027
Effet de l'actualisation	693	314	2 842	61		27	3 937
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime							
Entrée de périmètre							
Prestations payées	(2 215)	(673)	(4 838)	(79)		(68)	(7 872)
Nouveaux écarts actuariels	1 629	577	2 273	294		55	4 828
Écart de change et autres	933	1 134	4 485	(933)	(5)	40	5 654
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.14	24 864	9 543	68 539	2 304	711	419	106 380
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			47 845			195	48 040
Rendement réel des actifs du régime			4 142			39	4 181
Cotisations versées par l'employeur			1 975			97	2 072
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime							
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(4 838)			(61)	(4 899)
Écart de change et autres			3 413			26	3 440
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.14			52 537			296	52 833
COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	24 864	9 543	16 002	2 304	711	122	53 547
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.14	24 864	9 543	16 002	2 304	711	122	53 547
COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2014							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 554		342	21	67	43	2 027
Effet de l'actualisation	693	314	2 842	61		27	3 937
Rendement attendu des actifs du régime			(2 158)			(37)	(2 194)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime							
Charge périodique nette comptabilisée en 2014	2 247	314	1 027	82	67	34	3 770
VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	22 270	8 191	15 589	2 940	649	127	49 765
Cotisations versées par l'employeur			(1 975)			(97)	(2 072)
Charge périodique nette comptabilisée	2 247	314	1 027	82	67	34	3 770
Prestations payées directement par l'employeur	(2 215)	(673)		(79)		(7)	(2 974)
Entrée de périmètre							
Écarts actuariels	1 629	577	289	294		53	2 842
Écart de change et autres	933	1 134	1 072	(933)	(5)	14	2 215
Provision au bilan au 31.12.14	24 864	9 543	16 002	2 304	711	123	53 547

Tableau des fonds investis

	2015		2014	
	Montant	%	Montant	%
Actions	35 213	79,74%	26 476	50,11%
Obligations et assimilés	7 356	16,66%	15 498	29,33%
Immobilier		0,00%		0,00%
Monétaire	1 358	3,08%	4 727	8,95%
Fonds diversifiés	232	0,52%	6 132	11,61%
Valeur de marché des fonds investis	44 159	100,00%	52 833	100,00%

Valeur actuelle des engagements

	31.12.15	31.12.14
Valeur de l'obligation	98 354	106 380
Valeur de marché des fonds investis	(44 159)	(52 833)
Valeur actuelle des engagements	54 195	53 547

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement :

	2015		2014	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	752	3,27%	1 008	4,23%
États-Unis	179	1,86%	187	1,96%
Royaume-Uni	3 041	5,06%	2 961	4,32%
Allemagne	79	2,18%	91	3,94%
Japon	1	0,12%	1	0,14%
Inde	(83)	-17,00%	6	1,49%

6.21. DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.15			31.12.14		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	51 380	37 050	88 430	50 458	16 181	66 639
Frais d'émission	(2 776)		(2 776)	(3 784)		(3 784)
Dettes de crédit-bail	2 542	2 310	4 852	4 548	915	5 463
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée		772	772		705	705
Instruments dérivés passifs		4 457	4 457		4 348	4 348
Autres dettes envers les établissements de crédit					2 083	2 083
Autres dettes financières	28 350	37 232	65 582	46 350	26 166	72 516
Comptes créditeurs de banques		2 134	2 134		1 632	1 632
Total passifs financiers	79 496	83 955	163 451	97 572	52 030	149 602

Emprunts auprès des établissements de crédit

La dette auprès des établissements de crédit est amortissable et intégralement souscrite à taux variable.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières correspondent aux emprunts auprès de la maison-mère Novafives.

Répartition de la dette par taux

	31.12.15			31.12.14		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit		88 430	88 430		66 639	66 639
Frais d'émission	(2 776)		(2 776)	(3 784)		(3 784)
Dettes de crédit-bail	483	4 369	4 852	388	5 075	5 463
Autres dettes financières		65 582	65 582		72 516	72 516
Intérêts courus	772		772	705		705
Total emprunts et dettes financières	(1 521)	158 381	156 860	(2 691)	144 230	141 539

Répartition de la dette par devises

	31.12.15			31.12.14		
	Euros	USD	Total	Euros	USD	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	20 229	68 201	88 430	30 859	35 780	66 639
Frais d'émission	(2 177)	(599)	(2 776)	(3 179)	(605)	(3 784)
Dettes de crédit-bail	4 781	71	4 852	5 374	89	5 463
Autres dettes financières	65 582		65 582	72 516		72 516
Intérêts courus	533	239	772	649	56	705
Total emprunts et dettes financières	88 948	67 912	156 860	106 219	35 320	141 539

6.22. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Autres passifs non courants

	31.12.15	31.12.14
Participation	4 359	1 901
Engagement estimé de rachat de minoritaires	7 871	
Dettes estimées sur complément de prix	30 353	
Dettes diverses	1 490	2 621
Produits constatés d'avance	422	474
Total	44 495	4 996

Autres passifs courants

	31.12.15	31.12.14
Dettes fiscales et sociales	121 623	107 739
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	2 267	1 605
Avances et acomptes reçus sur contrats à l'achèvement	65 175	54 992
Dettes d'acquisition de participations	915	
Dettes estimées sur complément de prix	2 206	
Dettes diverses	26 041	29 447
Produits constatés d'avance	11 432	6 831
Total	229 659	200 614

6.23. CONTRATS DE LOCATION

Contrats de location-financement

Les immobilisations corporelles financées par un contrat de location-financement sont les suivantes:

	31.12.15			31.12.14		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains en crédit-bail	1 260		1 260	1 541		1 541
Constructions en crédit-bail	9 647	(4 324)	5 323	11 758	(6 017)	5 741
Autres immobilisations en crédit-bail	430	(29)	401			
Total location financement	11 337	(4 353)	6 984	13 299	(6 017)	7 282

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement est le suivant:

	31.12.15	31.12.14
À moins d'un an	2 309	915
Entre un et cinq ans	2 461	3 270
Plus de cinq ans	81	1 278
Valeur des montants futurs minimaux	4 852	5 463

Contrats de location simple

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple est le suivant :

	31.12.15	31.12.14
À moins d'un an	14 057	14 240
Entre un et cinq ans	22 896	22 946
Plus de cinq ans		2 490
Valeur des montants futurs minimaux	36 953	39 676

6.24. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Directoire. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêt, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote non significative liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante :

	31.12.15		31.12.14	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	1 514	4 457	5 220	4 348
Non éligibles à la comptabilité de couverture				

Risque de taux d'intérêt

La dette à taux variable de 158,4M€ est inférieure au montant de la trésorerie active de 178,1M€.

La dette à taux variable inscrite au bilan de Fives est constituée, d'une part, de l'emprunt souscrit auprès de Novafives et, d'autre part, des diverses tranches de dette bancaire externe souscrites.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'Eonia). Les instruments à taux fixe sont de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à trois mois.

Le risque de taux est donc globalement adossé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable.

Novafives n'étant pas une contrepartie externe, dans un contexte de taux historiquement bas, le Groupe n'a pas souscrit d'instrument de couverture sur cet emprunt.

Une position similaire a été retenue pour les emprunts bancaires souscrits localement, le coût de portage d'une couverture à taux fixe étant jugé à ce jour plus défavorable que l'exposition au risque de taux.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est potentiellement soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2015 au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2015 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer au cours de l'année 2016 ; aucune mise en place d'instruments de couverture du risque de taux ne sera réalisée.
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2015.
- le Groupe garde accès à des comptes courants auxquels ne s'appliquent pas des taux négatifs.

Dans un potentiel environnement de taux négatifs, l'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse de 1%, d'une part, et avec une baisse de 1% d'autre part. L'analyse tient également compte des planchers contractuels applicables aux taux de référence des emprunts du Groupe.

Sous ces hypothèses, le Groupe n'est pas exposé au risque de taux.

	Impact du calcul de sensibilité	
	- 1%	+ 1%
Dette à taux variable	60	(1 155)
Trésorerie placée à taux variable		1 781
Impact résultat	60	626

Risque de change

Dettes financières en devises

Le Groupe a contracté en 2015 de la dette financière en dollars américains pour financer ses acquisitions et ses activités aux États-Unis. La dette financière en dollars, détenue en France, représente une exposition au risque de change de 55M\$.

Par ailleurs, dans le passé, le Groupe a financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises.

Le nominal exposé au risque de change sur ces prêts s'élevait à 294,3M\$ au 31 décembre 2015, couvert à hauteur de 2,7M\$. L'exposition nette du Groupe s'élève donc à 236,6M\$.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume-Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société anglaise, Fives UK Holding Ltd. Cette dernière s'est endettée auprès de Fives afin de procéder à ces rachats. Le nominal exposé s'élevait à 53,3M€ au 31 décembre 2015.

L'échéance (annuelle) du 30 juin 2016, en capital et en intérêts (8,9M€) était couverte à hauteur de 4M€ au 31 décembre 2015.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, et le JPY/EUR.

Le Groupe s'efforce contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ou la mise en place de polices COFACE change (filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci (euro).

Exposition au 31 décembre 2015, prêts USD et GBP, nominal et intérêts prévisionnels 2016

Le nominal des prêts d'acquisition libellés en USD s'élève à 294,3M\$ au 31 décembre 2015, le produit prévisionnel d'intérêts 2016 à 18,5M\$, soit une exposition brute de 312,8M\$, réduite à 310,1M\$ par les couvertures en place au 31 décembre 2015, soit 284,8M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice. Les prêts d'acquisition sont adossés à des emprunts externes à hauteur de 55,0M\$ de nominal, auxquels se rattache une charge d'intérêt prévisionnelle pour 2016 de 1,2M\$, soit une position nette de 56,2M\$, ou 51,6M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice.

La position des prêts d'acquisition libellés en USD, nets des emprunts, y compris intérêts nets et déduction faite des couvertures en place est ainsi de 253,9M\$ ou 233,2M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice.

Le nominal du prêt à Fives UK Holding Ltd. est de 53,3M€, le produit d'intérêt prévisionnel 2016 de 2,5M€ soit une exposition brute de 55,8M€, réduite à 51,8M€ par les couvertures en place au 31 décembre 2015, soit 70,6M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

La sensibilité de ces expositions en devises à une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD et/ou EUR/GBP serait la suivante en 2016:

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
Cours de clôture	0,989	1,089	1,189
Créance nette après couverture	256,8	233,2	213,6
Impact résultat 2016	23,6	-	19,6
Prêts GBP			
Cours de clôture	0,634	0,734	0,834
Créance nette après couverture	81,8	70,6	62,2
Impact résultat 2016	11,2	-	8,4
Total impact résultat 2016	35	-	(28)

Exposition nette au 31 décembre 2015, prêts USD et GBP, cash-flows prévisionnels 2016

Les cash-flows attendus en 2016 au titre des prêts intra-groupe d'acquisition libellés en USD (échéances d'intérêts et capital), nets des couvertures contractées au 31 décembre 2015, en considérant un respect des échéanciers contractuels en place, s'élèvent à 20,5M\$. Par ailleurs, le service 2016, en capital et en intérêts, des emprunts externes contractés en USD est de 19,4M\$.

L'exposition cash sur les flux de trésorerie prévisionnels en USD en 2016 ressort donc à 1,1M\$, soit 1,0M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Les flux de trésorerie attendus en 2016 au titre du prêt de Fives à Fives Holding UK sont de 4,9M€ après couverture, soit 6,6M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous-jacents couverts.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêt pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	88 430	35 197	25 367	21 165	4 405	2 296	
Autres dettes financières	65 582	37 235	28 350				
Dettes de crédit-bail	4 852	2 309	382	365	362	1 352	81
Total dettes brutes à long terme	158 863	74 741	54 099	21 530	4 767	3 648	81
Frais d'émission	(2 776)	(1 009)	(821)	(692)	(254)	(484)	
Total dettes à long terme	156 087	73 732	53 278	20 838	4 513	3 164	81
Intérêts sur dettes à long terme		4 068	2 095	847	369	80	

Il n'est pas prévu, sur la base des données en date de clôture, que les flux de trésorerie indiqués se produisent de façon anticipée et pour des montants sensiblement différents de ceux indiqués dans l'échéancier.

Cette analyse exclut les actifs financiers et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 178,1M€ et 395,7M€ au 31 décembre 2015. Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 90M€ utilisable à toutes fins jusqu'en janvier 2020.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 6.15.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

6.25. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIES

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents postes du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2. Les passifs liés aux acquisitions (dettes de complément de prix et engagements de rachat) rentrent dans la catégorie de niveau 3.

6.26. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Avals, cautions et autres

	31.12.15	31.12.14
Engagements donnés	358 364	363 948
Engagements reçus	53 314	71 261

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

6.27. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement :

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités non consolidées.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2015, les rémunérations versées par Fives et ses filiales aux membres du Comité Exécutif du groupe Fives, soit 15 personnes au total, se sont élevées à 3 664 k€.

Aucun membre du Comité Exécutif ne bénéficie d'un système de retraite à prestation définie qui aurait été mis en place par une entité du Groupe.

6.28. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2015 et 2014 s'élève respectivement à :

	2015			2014		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	646	83	729	690	119	809
Ernst & Young	711	123	834	643	196	839
Grant Thornton	750	309	1 059	455	158	613
Total	2 107	515	2 622	1 788	473	2 261

6.29. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

6.30. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
HOLDINGS ET FILIALES NON AFFECTÉES AUX SECTEURS OPÉRATIONNELS				
Fives *	Paris, France			Société Mère
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Shanghai Fives Mechanical and Electrical Equipment Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100,00	99,99
AUTOMOBILE				
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	99,99	99,99
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	99,96	99,96
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Cinetic Mexico SA de CV	Mexique	IG	100,00	100,00
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100,00	99,99
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	99,99	99,99
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100,00	99,99
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Landis Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	99,99
Ernst Polack GmbH	Allemagne	IG	100,00	100,00
Fives Conveying Iberica	Espagne	IG	100,00	99,99
LOGISTIQUE				
Fives Manufacturing Industries*	Paris, France	IG	99,99	99,99
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100,00	99,99
Fives Intralogistics S.p.a.	Italie	IG	100,00	99,99
Fives Intralogistics S.A.	Grigny, France	IG	99,98	99,98
CIMENT				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	99,99	99,99
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99,90	99,90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85,18	85,18
Fives Pillard España S.A.	Espagne	IG	100,00	85,18
Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	85,18
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47,50	40,46
Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.	Inde	IG	100,00	100,00
ÉNERGIE				
Fives Cail *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	99,99	99,99
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	50,00	40,00
Fives Fletcher Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	99,99
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100,00	99,99
Fletcher Smith Inc.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives North American Combustion France, SAS *	Marseille, France	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Netherlands B.V.	Pays-Bas	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Spain, S.L.	Espagne	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion, Inc.	États-Unis	IG	100,00	99,99

Comptes consolidés au 31 décembre 2015

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives North American Combustion Canada, Inc.	Canada	IG	100,00	99,99
North American Construction Services, Ltd.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Cryo*	Golbey, France	IG	99,80	99,80
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	99,80
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100,00	99,80
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	99,99	99,99
Fives Itas S.p.a.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives OTO S.p.a.	Italie	IG	100,00	99,99
MÉTAL				
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	99,99	99,99
Fives DMS *	Seclin, France	IG	99,99	99,99
Fives Industries *	Seclin, France	IG	99,99	99,99
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Keods	Maisons-Alfort, France	IG	100,00	100,00
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	99,99	99,99
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	99,99	99,99
Fives Stein Belgium	Belgique	IG	100,00	99,99
Fives Stein Bilbao S.A.	Espagne	IG	100,00	99,99
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100,00	99,99
Fives Stein Metallurgical Technology (Shanghai) Co, Ltd.	Chine	IG	100,00	99,99
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	99,99
Fives Stein Manufacturing *	Bar-Le-Duc, France	IG	100,00	99,99
Stein Heurtey Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100,00	99,99
Fives Solios S.A. *	Le Pecq, France	IG	99,99	99,99
FI 2006 *	Paris, France	IG	100,00	100,00
PSA 2000 *	Le Pecq, France	IG	100,00	99,99
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100,00	99,99
Fives Services Gulf SPC	Bahreïn	IG	100,00	99,99
Fives Solios Corp.	États-Unis	IG	100,00	99,99
Fives Solios Inc.	Canada	IG	100,00	99,99
Fives Services Southern Africa (Proprietary) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100,00	99,99
Fives Proabd S.A.	Mulhouse, France	IG	99,99	99,99
Fives Solios Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives ECL	Ronchin, France	IG	100,00	100,00
ECL Services Africa Engineering (PTY) Limited	Afrique du Sud	IG	100,00	100,00
ECL Services, Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
ECL Services Middle East DMCC	Émirats Arabes Unis	IG	100,00	100,00
ECL Services PTY Limited	Australie	IG	100,00	100,00
ECL Engineering Services India Private Limited	Inde	IG	100,00	100,00
ECL Shanghai Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIE				
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems International (Hong Kong) limited	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
G & L USA, LLC	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Lund LLC	États-Unis	IG	74,99	74,99
Fives Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	99,99	99,99
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Forest-Line Industries Machine Tool (Beijing) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100,00	99,99

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Novafives.

IG : sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE : sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2015

ERNST & YOUNG ET AUTRES

1-2 place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

S.A.S. à capital variable

Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS

185 avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A. au capital de 1 723 040 €

Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société FIVES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode décrite dans les notes 2.5, 2.14 et 6.9 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.5, 2.14 et 6.9 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Les résultats sur les contrats de construction et contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat, suivant les principes développés dans les notes 2.5 et 2.18 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées pour chaque contrat sous le contrôle du management. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à prendre connaissance des processus mis en place dans ce domaine, apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.
- Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération, comme indiqué dans les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 4 avril 2016

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Pierre Jouanne

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

PROJET DE RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2015 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 28 618 958,42€.

L'Assemblée Générale approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 56 670€ ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 18 890€.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 28 618 958,42€ en totalité au poste report à nouveau ce qui aura pour effet d'en porter le montant à 167 194 320,82€.

L'Assemblée générale constate que, pour les trois exercices précédents, les dividendes distribués ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions de 47€	Dividende distribué par action	Total des dividendes distribués
2012	2 185 612	18,30€ ⁽¹⁾	39 996 699,60€
2013	2 185 612	/	/
2014	2 185 612	/	/

(1) distribution exceptionnelle décidée par l'assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2012

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la distribution au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 était éligible à l'abattement de 40% bénéficiant aux actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliés en France, prévu à l'article 158-3 2° du code général des impôts.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2015,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2015 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 54 416k€.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leurs mandats aux membres du Conseil de surveillance.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée, à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales et réglementaires de publicité.

Fives

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 102 723 764 euros
Siège social: 27-29 rue de Provence, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives et Le Square
Copyright © 2016 - Fives - Tous droits réservés

Ce document est imprimé sur papier Gardamatt, certifié FSC (Forest Stewardship Council ou Conseil de la bonne gestion forestière), garantissant la gestion durable des forêts. Les encres utilisées sont des encres végétales utilisant un mouillage sans alcool.



fives

www.fivesgroup.com